

Points de repère

ANALYSES, PERSPECTIVES, DÉBATS

Automne 2006 <http://alternatives.international.net>

Volume 6, No 4

DANS CE NUMÉRO

PERSPECTIVE

Liban : la « guerre sans fin »

DOSSIER

La crise en Israël

UN MONDE QUI BOUGE

Liban, Argentine, Yougoslavie, Russie, Ukraine,
Niger, FSM Nairobi 2007, Le mouvement altermondialiste
et le mouvement de décolonisation

CONTROVERSES

Cuba face aux illusions de Washington



La crise en Israël



POINTS DE REPÈRE

Correspondance et abonnements

MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
PO Box 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>

Trimestriel publié trois fois l'an.
Abonnement : 25 \$ US ou 25 euros

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'Alternatives-International ni de ses membres..

Table des matières

PERSPECTIVES

DOSSIER

La crise en Israël

- Le « *clash* des civilisations » 8
- Antisionisme, antisémitisme et judéophobie11
- Militarisme made in Israel14

UN MONDE QUI BOUGE

- Liban : Menaces contre la paix16
- Argentine : gauches et mouvements sociaux.....18
- Yougoslavie : retour sur une disparition 22
- Ukraine : entre l'est et l'ouest 25
- Russie : misère sociale, carrefour de luttes..... 26
- FSM Nairobi 2007 : sortir des sentiers battus 29
- Le mouvement altermondialiste et le mouvement
de décolonisation.....31
- Niger : Forces et faiblesses du mouvement social 35

CONTROVERSES

- Cuba face aux illusions de Washington 37
- La question des droits 39
- L'histoire et Fidel Castro 40

CONTRIBUTEURS

**Page blanche pcq = endos de la table
des matières et on commence pas sur
ue page de gauche**

Perspective

Durant les chauds mois de l'été 2006, l'armée israélienne a tenté un grand coup au Liban. L'opération était préparée de longue date, on le sait notamment par les reportages du journaliste du New Yorker, Seymour Hersh. Découlant d'une logique qui lui est propre, l'activité de Hezbollah a été instrumentalisée finalement. Washington était directement dans l'opération, dès la planification même, et par la suite par son appui logistique (surveillance par satellite) et en approvisionnement en armes, d'autre part.

Dans la réalité, l'objectif était double : éradiquer une fois pour toutes Hezbollah et forcer une restructuration de l'espace politique libanais (comme cela avait été tenté en 1982) ; et d'autre part, faire avec l'entreprise libanaise une grande « répétition générale » en vue des « vraies » opérations militaires à venir contre la Syrie et surtout contre l'Iran. On connaît maintenant le pitoyable résultat de cette orgie de destruction qui a causé la mort de milliers de Libanais et de dizaines d'Israéliens, pour rien à vrai dire, puisqu'on se retrouve deux mois plus tard à la case zéro.

Les contradictions de la « guerre sans fin »

Les ambitieux objectifs n'ont pas été atteints pour un ensemble de causalités. D'une part, la résistance du Hezbollah est apparue dans toute son ampleur. Contrairement aux phantasmes des néoconservateurs américains et israéliens, c'est un mouvement redoutable sur le plan militaire mais surtout ancré dans la réalité politique libanaise où il agit en tant que mouvement de résistance contre l'agression semi-permanente israélienne. Ses appuis du côté de la Syrie et de l'Iran s'ajoutent à ses propres forces et ne sont pas des substituts : autrement dit, Hezbollah n'est pas la marionnette de personne.

D'autre part, les deux volets de la stratégie, la « guerre à finir contre Hezbollah » et « répétition de la guerre à venir contre l'Iran » étaient jusqu'à un certain point contradictoires. On ne pouvait pas, par exemple, « gagner la guerre » contre Hezbollah par les moyens déployés et clonés, si on peut dire, sur la stratégie mi-



litaire américaine actuelle (guerre à distance, principalement aérienne, orientée sur la destruction massive des infrastructures). Il aurait fallu, si l'objectif avait été seulement de détruire Hezbollah, déployer une stratégie militaire et politique beaucoup plus sophistiquée et de plus grande envergure, comme cela avait été tenté (sans succès cependant) en 1982.

Dans les milieux israéliens proches du pouvoir, il n'est pas rare d'entendre qu'Israël a été «utilisé» par Washington, un peu comme un «cobaye», afin de tester la force des adversaires. En fin de compte, l'épisode libanais, comme les mésaventures en Irak, démontrent les grandes incapacités de la stratégie de la guerre sans fin et donc de l'empire. Celui-ci disent les analystes est sur-étendu (overstreich). Il n'a pas les moyens de ses ambitions.

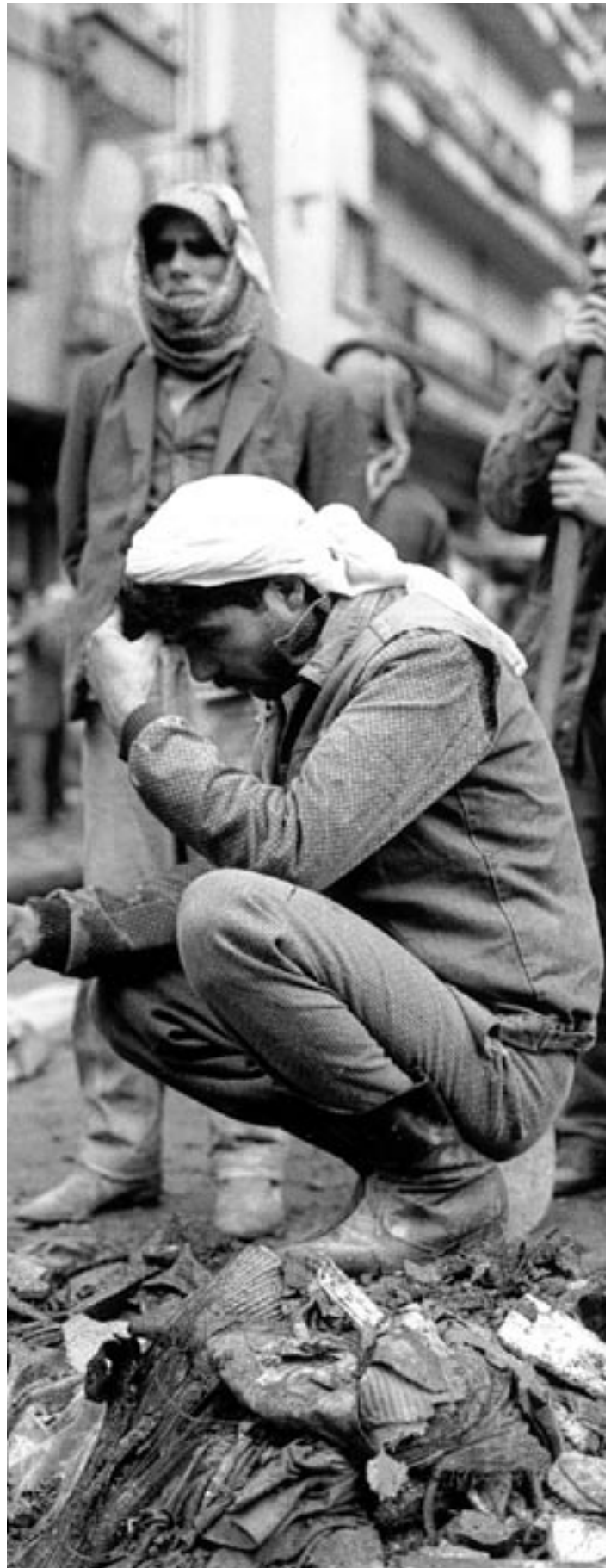
Ce qui pourrait s'en venir

L'administration Bush va subir dans quelques semaines le test des urnes lors des élections au Sénat et à la Chambre des représentants. De ce résultat dépendra la marge de manœuvre de Bush pour la fin de son mandat présidentiel. Il sera alors tenté par une fuite en avant, une sorte de «baroud d'honneur» néoconservateur, en relançant la guerre sans fin. Mais il sera handicapé par le retour d'une certaine realpolitik qui dira sans doute, «voyez ce que vous avez fait ou plutôt ce que vous n'avez pas fait au Liban, et regardez aussi l'impasse en Irak». Du côté israélien, on pourrait avoir une dynamique semblable, sauf que les adversaires, essentiellement palestiniens, sont plus faibles. La crise politique qui traverse Israël en ce moment porte justement sur ces enjeux. Continuer et même aggraver la guerre contre les Palestiniens, dans une conjoncture où les massacres israéliens se font dans une quasi impunité internationale, est une «option» sans doute tentante pour les dirigeants israéliens. Mais les conséquences à long terme pourraient être désastreuses. Les quatre millions de Palestiniens ne vont pas disparaître demain matin et de l'épouvantable répression qu'ils subissent aujourd'hui naîtront les résistances à venir.

Comment briser la paralysie des institutions internationales ?

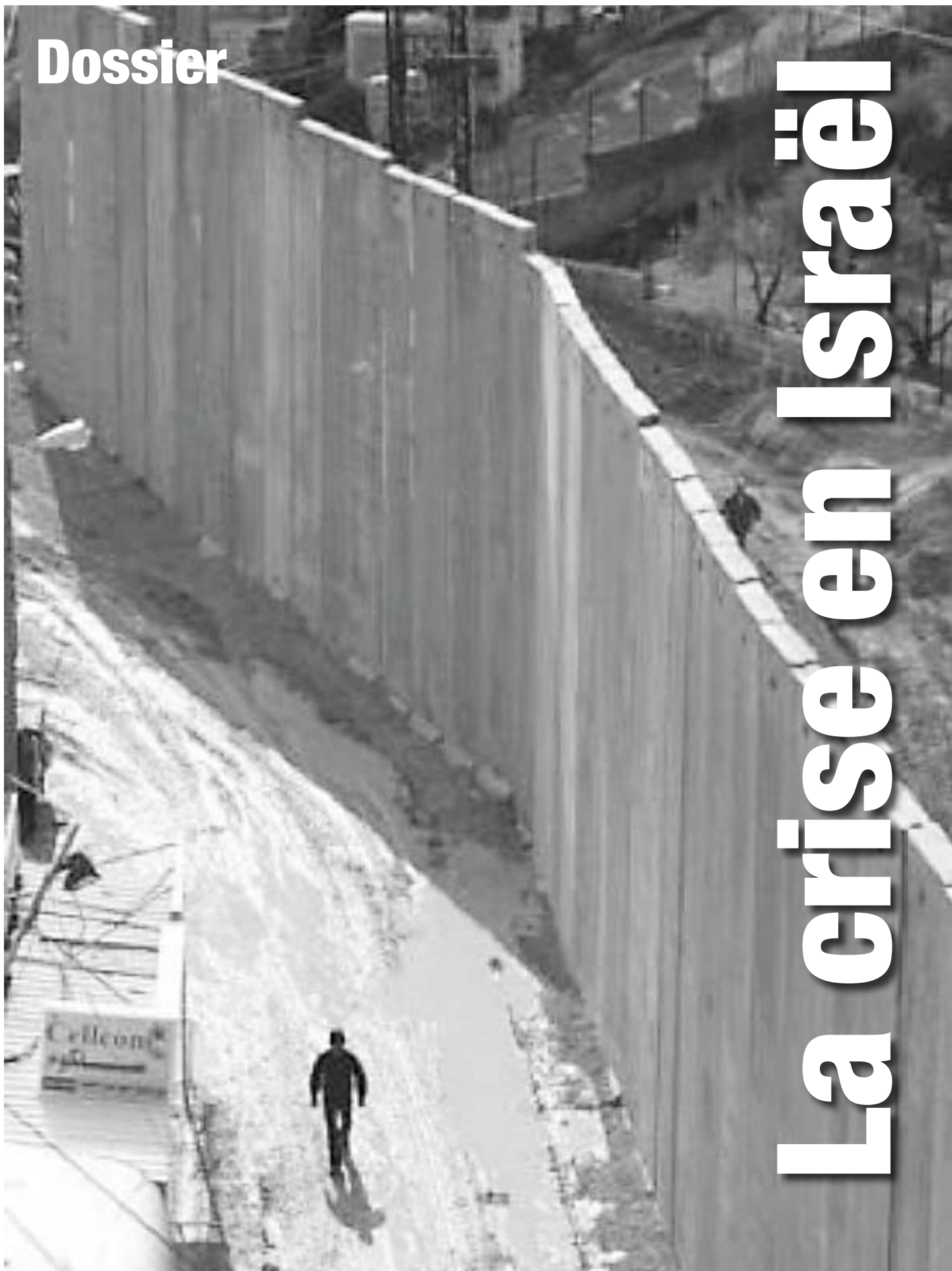
Dans ce contexte, il est frappant de constater à quel point l'ONU est paralysée. Une majorité d'États, y compris au Conseil de sécurité, sont contre la guerre sans fin et contre la politique de Bush. Mais personne n'ose confronter Washington. Et pire encore, la tendance, comme on le voit en Europe, est d'amadouer les États-Unis, en cautionnant le massacre du Liban et de la Palestine et marginalisant les institutions politiques locales, quitte à proposer l'«humanisation» de ce qui est un autre nom de l'occupation. Quant aux pays émergents comme la Chine ou le Brésil, ils apparaissent encore comme des nains politiques dans un univers toujours dominé par la triade USA-Europe-Japon. C'est consternant et inquiétant, et cela se traduit par une immense déconnexion entre les États concernés et les populations, ce qui pourrait préparer de nouvelles tempêtes. Est-ce que le mouvement social qui s'organise en réseau à travers la planète pourra faire la différence et influencer sur l'évolution actuelle ? C'est la question qui sera entre autres mise sur la table lors du prochain Forum social de Nairobi en janvier prochain.

Pierre Beaudet



Dossier

La crise en Israël



Le « *clash* des civilisations »

L'État d'Israël est le produit d'un mouvement politique, le sionisme, qui visait à offrir une solution à la « question juive » - c'est-à-dire à l'émergence de l'antisémitisme moderne en Europe à la fin du 19^e siècle. « La question palestinienne » est le résultat direct du choix unilatéral de résoudre la question juive par la création d'un État juif en Palestine, sans prendre en compte l'existence et les droits de la population autochtone.

Par Michel Warszawski

Un mouvement colonial pour un État ethnique

Le sionisme est une idéologie et un mouvement politique qui est doublement le produit de son temps, la fin du 19^e siècle et le début du 20^e quant à son objectif : une conception ethnique de la normalité politique et l'aspiration à créer un État ethnique ; quant aux moyens pour atteindre cet objectif : la colonisation. De ce point de vue, il serait totalement erroné de chercher les racines du sionisme dans la religion juive ou dans l'expérience juive : le sionisme est enraciné dans l'histoire politique et la philosophie moderne européenne. La religion n'a fait que procurer quelques justifications et récits à une idéologie nationaliste moderne et à un mouvement colonial. Comme tout autre mouvement colonial, le sionisme est, dans sa nature même, unilatéral : le sort et les droits des autochtones n'ont aucune importance dans la réalisation du projet colonial. En tant que projet visant à la création d'un État juif - dans le sens démographique du concept, c'est-à-dire composé, autant que possible seulement de juifs - le sionisme combine des dimensions de nettoyage ethnique et d'apartheid.

Un courant marginal

Quand le sionisme a émergé dans les communautés juives d'Europe centrale et orientale, il était un phénomène marginal et le resta jusqu'en 1933. La grande majorité des juifs européens étaient soit religieux soit socialistes. Dans les deux cas, ils étaient ouvertement opposés au sionisme. Pour les juifs religieux, l'idée de créer un mouvement politique pour mettre fin à l'exil était une sorte de blasphème : Dieu nous a expulsés de notre Terre et nous a envoyés en exil comme punition pour nos mauvais comportements ; et Dieu seul nous ramènera sur la Terre sainte. De plus, en tant que mouvement antireligieux - pour l'essentiel -, le sionisme était perçu par les rabbins comme une menace potentielle pour leur hégémonie, en particulier les composantes socialistes. Quant aux divers mouvements socialistes au tournant du siècle, ils étaient (à l'exception du Poalei-Zion-de-Gauche, groupuscule) opposés au sionisme considéré soit comme un courant bourgeois, ou comme une « idéologie dérivative » et ils soutenaient que la solution à la question juive ne se trouverait que par la démocratisation résultant d'une révolution socialiste victorieuse. Alors que quelques-uns voyaient la solution à la question juive par l'assimilation dans la majorité, d'autres, comme le Bund, la préoyaient dans l'autonomie culturelle nationale. En Palestine même, au début de la colonisation sioniste,

les pionniers n'étaient pas plus qu'un groupe d'idéalistes lunatiques, une petite minorité parmi les juifs de Palestine très largement opposés à ces intrus qu'ils percevaient comme des sortes de communautés hippies, complètement coupées de la réalité.

La contribution du nazisme

La montée du nazisme en Allemagne, puis la terreur de masse nazie dans toute l'Europe, a fourni la base matérielle de la transformation du sionisme en une option politique pensable, ayant des chances de réussir, réaliste. Cette transformation s'est établie en deux étapes, initialement dans les années 1930 puis après la guerre. Les lois et pratiques nazies contre les juifs dans les années 1930 ont induit non seulement une immigration juive de masse en Palestine, mais une immigration dotée à la fois d'un haut niveau technologique, scientifique et intellectuel et d'un montant assez élevé de capital à investir dans l'économie et la société juives. Sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif, la colonie juive (Yishuv) se transforma d'une communauté utopique en une réalité sociale moderne. Après la guerre, la masse des réfugiés juifs survivants du génocide nazi a fourni non seulement un réservoir humain pour l'État juif en construction, mais aussi un solide argument pour la communauté internationale dans son soutien au projet sioniste d'un État juif qui accueillait les centaines de milliers de survivants que l'Europe n'était pas intéressée à intégrer. Le sort des Arabes de Palestine et de leurs droits légitimes ne pesa pas lourd dans les calculs cyniques et la mauvaise conscience de la communauté internationale, et ils devinrent les victimes des victimes de l'antisémitisme européen, tout en n'ayant participé d'aucune manière au génocide des juifs d'Europe.

DACHAU, 1943



Un mur de séparation

La séparation est au cœur de l'idéologie sioniste. Comme beaucoup de philosophies nationalistes de la fin du 19^e siècle, le sionisme identifie normalité avec homogénéité. Une société normale est une société qui a le moins possible de minorités ; un Etat normal est un Etat ethniquement homogène. C'est pourquoi selon le sionisme, les juifs doivent quitter l'Europe et établir leur Etat, un Etat démographiquement aussi juif que possible. C'est pourquoi un tel Etat - l'Etat d'Israël - ne pouvait être construit que par une guerre de nettoyage ethnique, expulsant la grande majorité des populations arabes autochtones. De ce point de vue, bien avant que l'actuel Mur ne soit construit, Israël s'est entouré d'un mur de séparation et d'une série de lois, règles et pratiques dont le but était de conserver la nature juive de l'Etat et de rendre aussi difficile que possible toute forme d'intégration dans l'espace environnant. La définition horriblement raciste d'Ehud Barak - « nous sommes une villa au cœur de la jungle » (sic) - résume cette approche d'Israël comme une île de civilisation devant être protégée contre son environnement barbare. Cette perception s'intègre dans une conception plus large de la place d'Israël dans le monde et de ses fonctions contre ceux qui sont définis comme barbares.

Un Mur contre les barbares

Depuis sa mise en place, et afin de recevoir le soutien nécessaire des grandes puissances, le sionisme a essayé de vendre à ces dernières le bénéfice de ce qu'un Etat juif pourrait leur apporter. « Un mur pour protéger la civilisation (chrétienne) contre les barbares (musulmans) » promettait Theodore Herzl aux puissances européennes ; Haim Weizman promettait quant à lui à Lord Balfour un client qui défendrait les intérêts britanniques contre les Arabes... et les Français ; « un mur d'acier que les populations natives ne pourraient briser » expliquait Zeev Jabotinsky, l'un des principaux idéologues sionistes des années 1920 ; et Gershom Shoken réadapta cette conception d'un mur dans le contexte de la guerre froide : Israël, comme protection du « monde libre » contre le communisme. Dans la perception qu'il a de lui-même, l'Etat d'Israël est une extension du camp de la civilisation dans un environnement hostile. Dans presque toute son histoire, ce « camp de la civilisation » fut le « monde libre » conduit par les Etats-Unis d'Amérique contre le « camp communiste » et, dans une moindre mesure, contre le « Tiers-monde » et les mouvements de libération nationale dans le monde entier.

LE MUR DE SÉPARATION



La stratégie des néoconservateurs

Au milieu des années 1980, avec la chute de l'Union soviétique, une nouvelle stratégie globale fut élaborée pour les États-Unis en tant qu'unique superpuissance dans le monde. Cette stratégie était à la recherche d'un nouvel ennemi global et elle identifia cet ennemi comme « le terrorisme international », bientôt devenu synonyme de « terrorisme islamiste ». Les comités d'experts et les centres de recherche qui étaient derrière la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie - le courant néoconservateur - étaient composés de l'aile droite des Républicains étasuniens et des théoriciens et politiciens du Likoud israélien. L'influence des partenaires israéliens était si grande que leurs collègues américains étaient souvent étiquetés comme « les Likoudniks du Parti républicain ». Parmi les néoconservateurs, un courant transforma la (très discutable) analyse descriptive de Huntington sur le « clash des civilisations » en une stratégie basée sur une croisade sans fin de la civilisation judéo-chrétienne contre l'islam. Progressivement, les différences s'estompèrent quasi totalement entre la guerre globale préventive et sans fin contre le terrorisme (islamiste) et le clash des civilisations.

Les néoconservateurs israéliens ont conquis le pouvoir six ans avant leur contrepartie étasunienne avec l'assassinat de Yitshak Rabin qu'ils ont largement provoquée - et ils furent capables de tester la politique et la rhétorique néoconservatrices avant les conseillers politiques de Georges W. Bush. Les Palestiniens (et les Arabes en général) étaient désignés comme « la terreur », et le conflit israélo-arabe était défini comme une guerre permanente préventive contre la menace islamiste. Israël se percevait lui-même comme la ligne de front dans la défense de la civilisation (judéo-chrétienne) contre le terrorisme (islamiste), la guerre de destruction totale contre le peuple palestinien étant alors une nécessité pour la sauvegarde de la civilisation - et il essayait d'en convaincre le monde. L'arrivée au pouvoir de l'administration de Bush Jr en 2001 donna pleinement légitimité et soutien à cette stratégie brutale et sanguinaire, spécialement après le 11 septembre. Et ce, jusqu'à ces jours-ci. Dans cette perspective, de la même façon que la destruction de la Palestine fait partie d'une guerre globale et permanente, le mur qui est construit au cœur de la Cisjordanie n'est pas seulement une séparation entre Israéliens et Palestiniens mais un Mur global entre le « monde civilisé » - c'est-à-dire Israël, l'Europe, l'Amérique du nord - et d'autre part les barbares - les Palestiniens, les Arabes, les musulmans, voire tous les pays du « Tiers monde ».

Néo-antisémitisme, manipulations et réalités

Au début de ce siècle, une puissante campagne médiatique fut propagée en Europe autour de la prétendue montée d'un « néo-antisémitisme » de masse dans toute l'Europe, et en France en particulier par les dirigeants (minoritaires) de l'aile droite pro-israélienne de quelques communautés juives européennes. Le fait que toutes les recherches menées par des institutions fort connues et respectées ont prouvé que la tendance générale était au contraire la diminution de l'antisémitisme en Europe et en vérité le déclin substantiel des sentiments et comportements anti-juifs n'a pas stoppé cette campagne qui n'était pas intéressée à combattre l'antisémitisme mais poursuivait trois objectifs :

- Faire taire quiconque osait critiquer les crimes d'Israël commis pendant cette période dans les territoires occupés, en taxant toute critique d'antisémitisme ;
- Délégitimer n'importe quel type d'activisme musulman ou arabe comme antisémite (l'usage du terme « néo-antisémitisme » visant à affirmer que le danger nouveau et réel n'était plus l'antisémitisme de la droite (pour autant réellement existant) mais une nouvelle judéo phobie (cachée) des musulmans et des gauchistes, déguisée en antisionisme voire en critique de la politique d'Israël ;
- Tenter de forcer les juifs de rejoindre leur tribu, puisque dans la perception néoconservatrice du monde, chacun appartient à une tribu qui devrait rester hermétique.

De surcroît, dans toute l'Europe, les dirigeants israéliens liés à la droite israélienne sont prêts à se présenter eux-mêmes ainsi que les communautés qu'ils prétendent - faussement - représenter, comme l'avant-garde de la croisade antimusulmans dans leurs pays respectifs, utilisant souvent l'antisémitisme comme l'arme centrale de telles attaques (l'affaire Tariq Ramadan en France en est un exemple classique). L'effet en est que certains musulmans - notamment parmi les jeunes - commencent à percevoir les juifs comme leurs principaux ennemis et ceux qui sont responsables de la discrimination, de l'exclusion et du racisme dont ils souffrent. Est-ce par hasard si la plupart des idéologues de la soi-disant « civilisation judéo-chrétienne » qui poussent les juifs à l'avant-garde de leur croisade sont bien connus pour leur antisémitisme, comme c'est le cas par exemple des fondamentalistes protestants étasuniens du Parti républicain ou certains courants de l'extrême droite catholique française ? En plaçant les juifs sur la ligne de front de leur propre croisade, ils préparent cyniquement le terrain d'une nouvelle vague d'antisémitisme, tout en camouflant leur propre responsabilité dans le sort des minorités musulmanes opprimées dans leurs pays. Une très vieille histoire : des dirigeants juifs dans un jeu aux mains de leurs ennemis et préparant ainsi leur propre tombe...

Ta'ayush

Contre les stratégies du « clash des civilisations » visant à recoloniser le monde et établir un système globalisé d'apartheid, on doit établir, comme une priorité suprême, une contre stratégie visant à briser les murs de l'apartheid et à construire une alliance transcivilisationnelle. En Israël/Palestine nous le faisons sous le titre du Ta'ayush - un mot arabe signifiant « vivre ensemble » - un partenariat juifs/arabes visant à créer non pas une paix et coexistence illusoires, mais à les rendre possibles dans le futur en construisant une lutte commune. Ta'ayush devrait être la bannière de tous les hommes et femmes, dans le monde entier, qui rejettent le système d'apartheid globalisé et aspirent à lutter pour établir une nouvelle ligne de clivage : non pas entre races ou religions, mais entre les croisés néolibéraux et tous les peuples du monde, qui de Mumbai à Liverpool, de Porto Alegre à Seattle, Genève, Séoul et Jénine, crient ensemble « un autre monde est possible ». Cette lutte pour un autre monde possible sera un front transcivilisationnel ou elle sera condamnée à l'échec. N'attendons pas qu'il soit trop tard.

* Michel Warschawski, animateur d'Alternative Information Center (AIC) en Israël, est journaliste et écrivain. Il a publié notamment : Israël-Palestine, le défi binational (Textuel, Paris 2001), Son Sur la frontière a été réédité en livre de poche avec une nouvelle postface par Hachette Littératures (Paris 2004).



Antisionisme, antisémitisme et judéophobie

Diverses organisations juives pratiquent depuis longtemps un amalgame antisionisme-antisémitisme, amalgame conforté par des discours et agissements antijuifs qui se présentent comme soutien à la lutte des Palestiniens.

Par Rudolf Bkouche

D'un côté une volonté de présenter la lutte du peuple palestinien comme une agression antijuive et toute critique du sionisme et de la politique israélienne comme une forme d'antisémitisme, de l'autre côté un soutien ambigu aux Palestiniens ; tout cela tend à présenter le conflit Israël-Palestine tantôt comme un conflit religieux, tantôt comme un conflit ethnique, occultant ainsi l'enjeu réel, celui de la lutte d'un peuple contre l'agression qu'il a subie depuis que le mouvement sioniste a décidé de construire l'État juif en Palestine aux dépens des habitants de ce pays. Cela nous demande d'être vigilants sur deux fronts, celui du développement des discours et des agissements antijuifs, celui de l'amalgame antisionisme-antisémitisme que voudraient imposer le mouvement sioniste et ceux qui le soutiennent.

L'antisémitisme

L'antisémitisme est né en Europe dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, transformant le vieil antijudaïsme chrétien en un mouvement s'opposant à l'émancipation des Juifs qui s'est réalisée en Europe occidentale depuis la Révolution Française et cherchant une légitimation dans un racisme à prétentions scientifiques. Après des siècles d'antijudaïsme chrétien, l'émancipation a conduit les Juifs à s'intégrer dans les nations aux milieux desquels ils vivaient, les rendant ainsi invisibles en tant que juifs. Mais cette émancipation avait son revers, les Juifs devenus invisibles sont devenus l'objet d'un mythe : dans la mesure où on ne les voyait plus c'est qu'ils étaient partout, exerçant un pouvoir occulte sur le monde. L'antisémitisme n'est autre que l'expression de ce mythe.

Cette idéologie s'est appuyée sur deux points, d'une part une peur devant la modernité, d'autre part le racisme à prétentions scientifiques. Puisque les Juifs ont été les bénéficiaires de la modernité issue des Lumières, du moins de la part émancipatrice de cette modernité, le pas sera vite franchi qui dit que ce sont les bénéficiaires de la modernité prise dans sa globalité qui en sont à l'origine, voire qui l'ont fabriquée de toutes pièces. L'antisémitisme pourra alors se développer parmi les victimes de cette modernité, en particulier les victimes économiques du développement industriel, d'autant qu'il s'appuie sur un antijudaïsme chrétien toujours présent. Pour se développer, l'antisémitisme s'appuiera sur un mythe, celui du pouvoir des Juifs.

Dès lors que les Juifs sont désignés comme les responsables de la modernité et que l'émancipation les a rendus invisibles, c'est

qu'ils sont présents partout et c'est cette présence occulte qui constitue la forme de leur pouvoir. C'est ce qui fait la spécificité de l'antisémitisme parmi les diverses formes de racisme qui se sont développées à l'époque moderne. Le racisme s'est développé avec les conquêtes coloniales et la traite des Noirs. A l'époque du développement du libéralisme politique et du développement scientifique, il fallait légitimer cette entorse à l'humanisme des Lumières et cette légitimation devait s'appuyer sur la science, ce fut le racisme «scientifique» et la hiérarchie des races, justifiant ainsi la «suprématie de l'homme blanc». Il était alors tentant pour les antisémites d'intégrer l'antisémitisme dans cette «nouvelle science», d'autant qu'il existait un précédent constitué par la doctrine de la «pureté de sang» inventée par l'Inquisition espagnole, laquelle tenait à maintenir la distinction entre les anciens Chrétiens et les nouveaux Chrétiens, Juifs ou Musulmans convertis restés en Espagne après l'expulsion des Juifs et des Musulmans qui a marqué la victoire chrétienne en Espagne. Il y a pourtant une distinction entre le racisme envers les peuples colonisés et asservis et l'antisémitisme. Si les membres des races dites inférieures sont lointains, les Juifs sont présents en Europe et leur émancipation les rend invisibles ce qui ne les rend que plus dangereux. Il y a ici une contradiction interne au racisme antijuif, d'une part les Juifs font partie des races inférieures, d'autre part ils sont jugés suffisamment puissants pour soumettre l'Europe civilisée. Les Juifs apparaissent ainsi non seulement comme les membres d'une race inférieure mais aussi comme les ennemis de l'humanité.



Sionisme et antiséonisme

Le sionisme apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle comme une réaction à l'antisémitisme. Prenant acte de l'antisémitisme comme un fait social, le fondateur du sionisme politique Theodor Herzl propose de poser la question juive comme une question nationale qu'il faut résoudre en constituant un État pour les Juifs. Mouvement laïque qui se veut dans la tradition des Lumières, il s'appuie sur une définition nationale du judaïsme. C'est ainsi que certains responsables du mouvement sioniste, tels Jabotinsky ou Ben Gourion, vont s'appuyer sur une lecture purement nationaliste de la Bible et développer le point de vue du retour des Juifs dans l'histoire quelque dix-huit siècles après la fin de l'antique royaume d'Israël.

Si Theodor Herzl se désintéressait de ce point de vue en prônant l'idée d'un État pour les Juifs et si certains sionistes considéraient que l'État pouvait se réaliser hors de la terre historique, la force de l'idéologie nationaliste s'appuyant sur l'histoire a su imposer le choix de la Palestine comme territoire de l'État juif, négligeant le fait que la Palestine était peuplée. Avec ce choix le sionisme qui se voulait mouvement de libération des Juifs contre l'antisémitisme se transformait en un mouvement de conquête de la Palestine et se donnait comme objectif de remplacer la population de Palestine par un peuplement juif. La création de l'État d'Israël devenait ainsi une agression contre les habitants de la Palestine condamnés à l'exil ou à devenir des citoyens de seconde zone sur leur propre territoire. Cette injustice devait provoquer le refus arabe de l'existence d'Israël, refus que le mouvement sioniste et ses alliés ont voulu considérer comme une forme d'antisémitisme. C'est par rapport à l'idéologie du mouvement sioniste et à ses conséquences que s'est constitué l'antiséonisme. Mais il faut prendre en compte le fait que cet antiséonisme est multiforme et c'est en tenant compte de cette mutiformité qu'il faut l'analyser, y compris dans certains de ses aspects qui conduisent à la judéophobie.

Le terme judéophobie a été introduit par Maxime Rodinson pour décrire les phénomènes antijuifs dans l'histoire. Si l'antisémitisme participe de la judéophobie toute forme de judéophobie ne saurait se réduire à ce phénomène historiquement circonscrit qu'est l'antisémitisme. Il est vrai que le terme judéophobie a pu prendre une connotation particulière depuis que Pierre-André Taguieff a écrit ce mauvais pamphlet qui s'intitule *La nouvelle judéophobie*, ouvrage remarquable par les amalgames qu'il commet dans la plus pure tradition stalinienne, mêlant les islamistes, les nouveaux historiens israéliens, les trotskistes, les marxistes compatissants et les chrétiens sentimentaux. Cependant la mauvaise utilisation d'un terme par un pamphlétaire malhonnête ne doit pas nous interdire l'usage de ce terme qui permet de distinguer les actes et les discours antijuifs de l'antisémitisme. Quant au terme antijudaïsme, sa connotation religieuse ne permet pas de rendre compte de la signification de ces actes et discours antijuifs, d'autant qu'il nous semble nécessaire de distinguer entre un antijudaïsme doctrinal, celui que Poliakov appelait un antijudaïsme théologique, qui critique le contenu d'une doctrine et qui, à ce titre, est légitime et ne relève pas de la judéophobie, et un antijudaïsme antijuif qui s'attaque aux adeptes de cette doctrine.

La judéophobie d'aujourd'hui

Lorsque nous parlons de la judéophobie d'aujourd'hui, nous

voulons parler essentiellement de celle qui se donne pour justification l'injustice commise envers les Palestiniens et qui s'attaque essentiellement aux agresseurs du peuple palestinien. Il est alors nécessaire de la distinguer de l'antisémitisme persistant en particulier dans les mouvements d'extrême-droite, mais peut-être pas seulement chez ces derniers.

Le refus arabe de l'agression sioniste a trop souvent utilisé, pour s'exprimer, un discours tout prêt, celui de l'antisémitisme, et en a usé plus qu'il ne fallait. Ceci a permis à la propagande sioniste de dénoncer l'antisémitisme arabe assimilant le refus arabe à de l'antisémitisme, voire à une continuation de l'idéologie nazie. Il faut alors remettre les choses à leur place, replacer le refus arabe dans son contexte et dénoncer l'usage d'un discours qui conduit aux pires amalgames. On peut alors considérer que, dans le contexte colonial et postcolonial de la seconde partie du XX^{ème} siècle, l'emprunt du discours antisémite européen par une certaine critique arabe du sionisme apparaît comme l'une des grandes réussites de ce que l'on a appelé l'impérialisme culturel. Il faut aussi revenir sur l'ambiguïté de certains textes coraniques et sur l'existence d'un antijudaïsme musulman analogue à l'antijudaïsme chrétien, relevant autant de l'antijudaïsme doctrinal que de l'antijudaïsme antijuif, même si ce dernier n'a jamais pris les formes extrêmes de l'antijudaïsme chrétien et n'a jamais débouché sur l'horreur de l'antisémitisme. Cet antijudaïsme musulman est d'autant plus fort que l'Islam, bien plus que le christianisme, s'inscrit dans la continuité du monothéisme biblique, d'autant qu'il s'est développé dans des contextes très proches, alors que le christianisme a très vite voulu prendre ses distances avec la religion mère. On peut alors comprendre pourquoi l'agression sioniste contre les Palestiniens a contribué à renforcer cet antijudaïsme au risque de réduire la critique du sionisme à sa seule composante religieuse. Mais plus grave que cet antijudaïsme religieux, c'est le discours antisémite européen qui risque de dévoyer le refus arabe, aussi justifié soit-il. L'un des objectifs de la critique juive du sionisme est alors de lutter contre ce dévoiement et de contribuer à casser l'amalgame juif-sioniste, autant celui pratiqué par ceux qui pensent soutenir ainsi la lutte des Palestiniens que celui pratiqué par le mouvement sioniste qui a tout intérêt au développement d'un tel amalgame.

Retour sur l'antiséonisme

L'antiséonisme est multiforme et s'étend sur un large spectre depuis le refus de l'État d'Israël jusqu'aux partisans d'une désionisation de cet État permettant de mettre fin à l'Apartheid dont est victime la composante palestinienne de la population israélienne, voire conduisant à la constitution d'un État binational regroupant Israéliens et Palestiniens. Mais l'antiséonisme est d'abord le refus d'une situation issue de l'injustice commise envers les Palestiniens. Quelle que soit la solution du conflit, deux États ou un État binational, il est nécessaire que les Israéliens, et plus généralement les Juifs, se débarrassent d'une idéologie qui les a conduits à une impasse dans la mesure où elle a transformé le peuple paria de l'Europe en un peuple guerrier condamné pour survivre à une guerre perpétuelle contre ceux qu'il a spoliés. C'est cette transformation qui a conduit à cette nouvelle forme de judéophobie qui consiste à confondre les Juifs avec les persécuteurs des Palestiniens, à voir en tout Juif un sioniste et par conséquent un ennemi des Palestiniens, d'autant que le mouvement sioniste se proclame le représentant exclusif des Juifs du monde. Il faut alors dire que la judéophobie engendrée par le sionisme ne s'adresse plus au peuple paria de l'Europe, elle s'adresse essentiellement aux agresseurs des Palestiniens. Ainsi

le sionisme, loin de libérer les Juifs de l'antisémitisme comme l'espéraient les pères fondateurs, les a conduits à une impasse. La question se pose alors de sortir de cette impasse et l'antisio-nisme juif devient une question vitale pour les Juifs, il est à la fois une protestation contre l'injustice commise par le sionisme à l'encontre des Palestiniens et le refus d'un mouvement qui déclare représenter les Juifs du monde.

Les raisons d'un amalgame

Les partisans de l'amalgame antisémitisme-antisionisme ont deux objectifs bien définis : d'une part rassembler les Juifs autour du sionisme et des organisations qui le soutiennent ; d'autre part rappeler aux non-Juifs, aux goyim, qu'ils sont toujours suspects d'antisémitisme et que la seule façon de dépasser cette suspicion est de soutenir inconditionnellement non seulement l'État d'Israël mais la politique de celui-ci quelle qu'elle soit. Si le sionisme se veut le représentant exclusif des Juifs du monde, il a besoin de rassembler tous les Juifs autour de lui, et pour ce faire d'entretenir parmi les Juifs le sentiment d'être les victimes de la haine des nations. Ainsi le sionisme qui s'est constitué en réaction à l'antisémitisme a aujourd'hui besoin de cet antisémitisme pour rassembler les Juifs autour de lui et autour de la défense de ce petit État victime de la haine des autres que constitue l'État d'Israël, État de tous les Juifs comme le proclament certains thuriféraires du sionisme. En cela le mouvement sioniste en demandant aux Juifs de s'identifier à l'État d'Israël et en appelant à renforcer l'immigration conforte l'idée que tout Juif est un adepte du sionisme et par conséquent un ennemi des Palestiniens.

Le discours sioniste est d'autant plus fort auprès des Juifs qu'il s'appuie sur une histoire faite de persécutions et de massacres. Mais ce rappel des persécutions et des massacres antijuifs s'adresse aussi aux nations, en particulier aux nations européennes, renvoyant à leur responsabilité dans l'histoire du martyrologe juif. Le sionisme sait alors utiliser ce martyrologe en fonction de ses intérêts propres comme le montre l'instrumentalisation de la Shoah, instrumentalisation qui ne vaut pas mieux que les discours négationnistes qui affirment que le génocide n'a jamais existé. On retrouve le même mépris envers les victimes du génocide, mépris qui permet de satisfaire une idéologie pour les uns et la volonté politique de transformer la Shoah en faire-valoir du sionisme pour les autres.



La critique juive du sionisme

Il importe de revenir sur les raisons d'une critique juive du sionisme : il nous semble important de dire que le sionisme, non seulement n'a pas réussi à construire le havre de paix espéré par les pères fondateurs, mais en transformant le peuple paria en un peuple guerrier il a pris le risque de développer une nouvelle forme d'hostilité envers les Juifs. En cela le sionisme est une impasse pour les Juifs et, en tant que Juifs, c'est cette impasse que nous refusons. Car c'est bien parce que nous nous sentons juifs que nous tenons à marquer notre refus du sionisme. Il y a dans notre choix, non seulement un soutien à la lutte des Palestiniens, mais aussi une façon d'affirmer que nous ne pouvons accepter une idéologie qui se prétend la seule expression de la judéité et une politique qui, au non de la défense du peuple juif, conduit à une guerre permanente contre un peuple et à l'occupation de son territoire. Mais c'est aussi parce que nous sommes juifs que nous devons mettre en garde contre les risques de confusion entre le soutien aux Palestiniens et la judéophobie et que nous devons dire, non seulement aux Juifs, mais aussi à ceux qui, par peur d'être accusés d'antisémitisme, n'osent pas critiquer Israël, que la critique du sionisme et de la politique israélienne ne relève pas de l'antisémitisme. C'est une façon de marquer notre héritage, celui d'un peuple qui fut longtemps un peuple paria.

* Rudolf Bkouche milite avec l'Union juive française pour la paix

Militarisme *made in Israël*

Pendant quelques années, l'institution militaire israélienne semblait perdre de l'influence au sein de la société, surtout au moment des accords d'Oslo. Depuis le début de l'Intifada Al-Aqsa cependant, le processus s'est inversé. Les militaires sont revenus au premier plan de la gestion de la question palestinienne pour l'État israélien.

Par Yagil Levy *

Dans la logique de l'État d'Israël vu comme une forteresse assiégée, le statut des militaires s'est inscrit naturellement dans le psyché national. Mais depuis toujours, plusieurs s'interrogent sur l'omniprésence des militaires sur la scène politique, sur la coopération entre les divers niveaux où se prennent les décisions, sur la mobilité des officiers retraités dans les positions de pouvoir au sein du gouvernement. En fait, les militaires ont seulement le pouvoir que les élites civiles leur accordent. Puisque les militaires se conforment en théorie du moins au principe de la subordination aux autorités politiques, il faut analyser les mécanismes informels qui donnent à l'armée un tel pouvoir dans la société israélienne. La mise en place d'un l'État en 1948 sur la base d'une inégalité ethnique et d'une société de classe est le point d'origine. Par des moyens militaires, les Palestiniens ont été marginalisés. Les Juifs occidentaux (Ashkenazi) ont pu dominer les Juifs orientaux (Mizrahi) venus des pays musulmans et installés en périphérie du pays, sur des terres arides, sans emploi ni infrastructure et face à un système de patronage et d'idéologie légitimisant les rapports inégaux de pouvoir. Depuis, cette structure s'est reproduite malgré l'avancement de certains Mizrahi et l'incorporation de nouveaux immigrants de l'ex Union soviétique et d'Éthiopie.

Le rôle changeant de l'armée dans le maintien de l'ordre social

Les militaires ont été impliqués dans le maintien de cet ordre social de plusieurs façons. Ils ont d'abord conquis les terres en 1948 qu'ils ont pu distribuer aux nouveaux arrivants sans provoquer de conflits qui auraient découlé d'expropriations de terres privées en temps normal. Après 1967, l'occupation de nouveaux territoires palestiniens a contribué à la croissance économique, notamment à cause de l'afflux de fonds des États-Unis et de l'absorption de la main d'œuvre palestinienne à bon marché. Également la construction des colonies de peuplement grâce à des subventions de l'État a permis la mobilité sociale des Mizrahi. Par la suite quand l'État a décidé de mettre fin au Welfare State à l'intérieur de la ligne verte (les frontières de 1967), cette situation a permis d'absorber le choc. Parallèlement, l'armée a solidifié l'ordre social par la politique de la conscription. Cette armée «populaire» a favorisé la mobilité sociale, à forger l'identité collective. En fait, l'armée israélienne a fonctionné non seulement comme une organisation militaire professionnelle, mais aussi comme un moyen pour les groupes dominants de perpétuer leur contrôle. À partir de la guerre d'octobre 1973 toutefois, le statut des militaires a commencé à évoluer. La composition sociale de l'armée a également changé. L'institution militaire qui avait garanti la mobilité de plusieurs

groupes est devenue moins opérationnelle dans ce genre. Des groupes exclus de l'armée comme les Juifs ultra orthodoxes, les citoyens israéliens palestiniens et les femmes s'en sont mieux sortis même en étant à l'écart de l'armée. La guerre au Liban a aggravé cette situation en démontrant le côté morbide du conflit, ce qui a par la suite été intensifié par la première Intifada. Pour la classe moyenne israélienne, l'armée était de plus en plus perçue comme un obstacle vers la voie de leur insertion dans le capitalisme mondial. De cela est apparue une crise dite des motivations dans les années 1990. La situation s'est par la suite rétablie pour l'armée au début des années 2000.

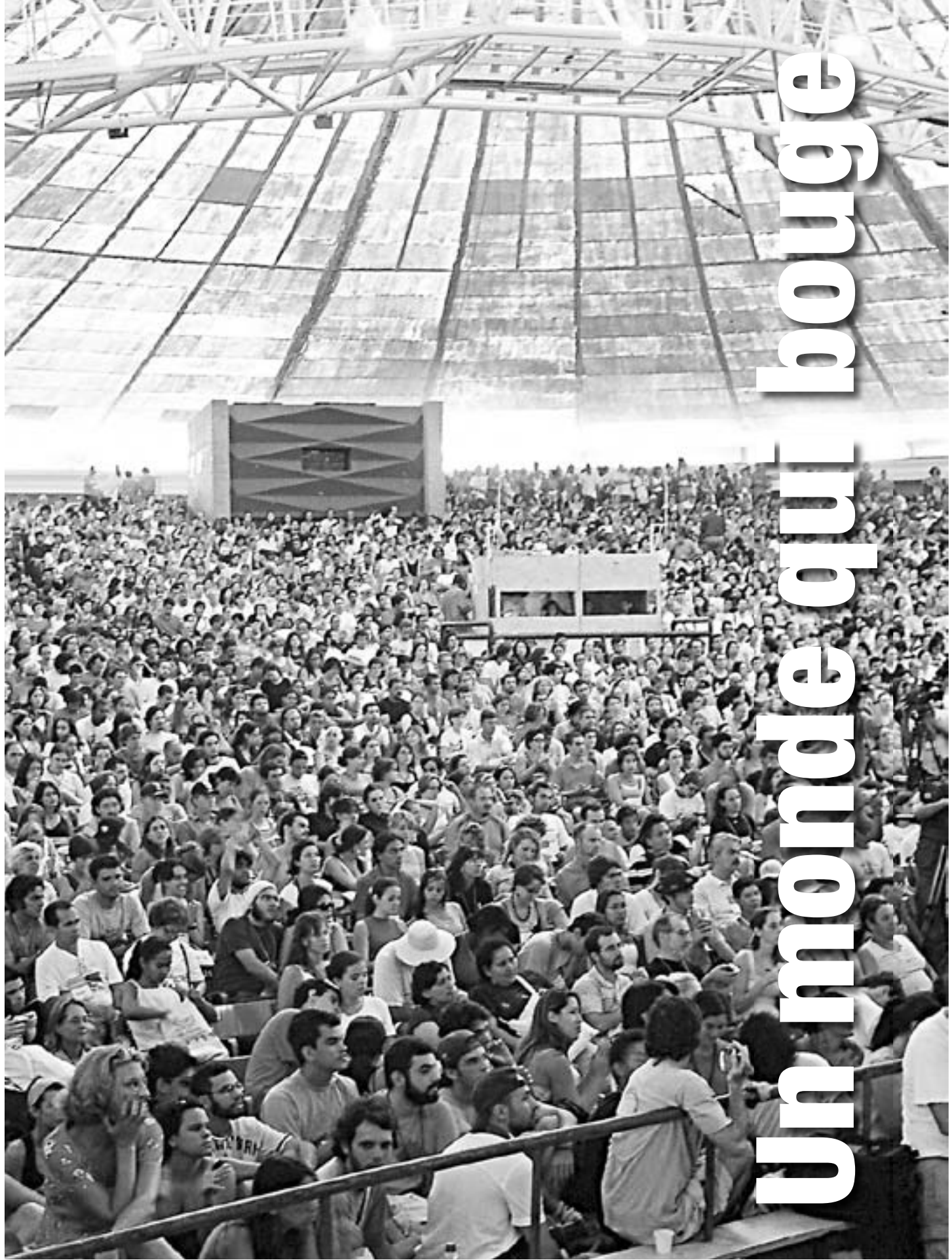
Le renouvellement du militarisme

Plusieurs facteurs jouent en ce moment dans le renouvellement du militarisme. La coalition ethno-nationaliste au pouvoir vit de et reproduit en même temps un discours ethno-national. Le pays est présenté comme une extension de la communauté juive. La citoyenneté n'est plus l'acceptation d'un certain nombre de droits et d'obligations, mais l'appartenance au collectif juif qu'il faut donc défendre contre tous ses ennemis «extérieurs». L'Intifada et les accords d'Oslo ont renforcé cette identité ethnique juive. La «paix» d'Oslo était présentée comme une création «ashkenazi» laissant derrière les autres groupes sociaux. Depuis, une nouvelle coalition s'est mise en place avec les sionistes religieux, les ultra-orthodoxes et les communautés Mizrahi et russes pour ralentir et même bloquer le processus d'Oslo qui semblait menacer les symboles juifs et le rôle périphérique des Palestiniens. Entre-temps, cette coalition a accentué sa présence dans l'institution militaire. Pendant que l'élite occidentalisante s'est éloignée de l'armée, ces groupes en ont profité, notamment dans les unités de combat.

Depuis le début de la seconde Intifada, le commandement militaire a compris que la confrontation avec les Palestiniens était une opportunité pour effacer l'image négative associée aux échecs du passé, notamment les accords d'Oslo et le retrait du Liban. La nouvelle composition de l'armée s'est également traduite par un changement du comportement, plus ouvertement hostile aux Palestiniens. Une partie de l'ancienne élite militaire s'est insurgée contre cette évolution, jusqu'à condamner des actions de répression contre des civils.

* Yagil Levy enseigne à l'Université Ben-Gurion et collabore avec le Alternative Information Center de Jérusalem. Article traduit et abrégé de l'original publié dans News from Within, Vol. XXII, No. 6, juillet 2006.





Un monde qui bouge

Liban : Menaces contre la paix

L'Organisation des Nations unies, sa Charte en particulier, sont un précieux acquis historique – loin d'être parfaits, certes, mais entre le possible et le souhaitable, il faut les préserver tout en cherchant à les améliorer. C'est bien pourquoi la violation croissante des principes et règles de fonctionnement stipulés par la lettre de la Charte, ainsi que la dérogation grandissante à son esprit, doivent être vigoureusement condamnées.

Par Gilbert Achcar *

Le Liban a été, ces dernières années, un terrain privilégié de la dérive favorisée par la fin du système très particulier de « l'équilibre des pouvoirs » que s'imposaient mutuellement les deux superpuissances de la Guerre froide jusqu'en 1990. La résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité au sujet du Liban est à la fois une violation flagrante de la Charte de l'ONU et un monument d'hypocrisie. Adoptée sans saisine du CS par le gouvernement libanais, elle proclame son attachement à la souveraineté du Liban tout en s'ingérant dans ses affaires intérieures en dérogation à l'article 2, point 7, de la Charte, qui prohibe toute intervention « dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ». Il faudrait, d'ailleurs, une dose extraordinaire de naïveté pour croire un seul instant à l'attachement des membres permanents du CS à la souveraineté d'un État autre que le leur. La résolution 1559 – et le fait qu'elle ait été adoptée en 2004, et pas avant, le montre bien – s'inscrit de manière évidente dans l'action des États-Unis contre l'Iran dans la foulée de leur occupation de l'Irak, en visant deux des alliés de Téhéran : le régime syrien et le Hezbollah libanais.

Les contradictions de la résolution 1701

La résolution 1701 du 11 août 2006 relève de cette même action de façon tout aussi flagrante. Elle a été adoptée après plusieurs semaines de blocage du CS par Washington pour laisser à Israël le temps de poursuivre son agression. Son iniquité saute aux yeux lorsqu'elle s'abstient de condamner l'agression criminelle d'Israël pour n'évoquer que « l'attaque du Hezbollah contre Israël » et les « hostilités au Liban et en Israël » (sic). Elle fait preuve d'une hypocrisie flagrante en demandant à Israël de cesser ses « opérations militaires offensives », sans même exiger la levée immédiate du blocus qu'il impose au Liban – comme si un blocus n'était pas une opération militaire éminemment offensive. L'iniquité est tout aussi flagrante lorsque la nouvelle Finul – qui, remarquablement, ne se déploie que sur le territoire du pays occupé – est censée empêcher que sa zone de déploiement ne soit utilisée pour « des activités hostiles de n'importe quelle sorte ». La résolution 1701 ne souffle mot de la protection du territoire libanais contre les agressions répétées d'Israël, puissance occupante au Liban 18 années durant (sans parler de la portion de territoire occupée depuis 1967).

Pour se faire une idée du caractère très biaisé de ce que prévoit la Finul dans l'esprit des États européens qui en fournissent la colonne vertébrale, il n'est qu'à lire l'entretien accordé au jour-

nal Le Monde (31 août 2006) par Jean-Marie Guéhenno, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il se passe de commentaire.

« Pourriez-vous être amenés à user de la force contre le Hezbollah ? Nous pouvons être amenés à le faire à l'égard de tout élément qui empêcherait notre liberté de mouvement ou représenterait une menace pour la population ou pour la paix. [...] Que ferait la Finul en cas de raid de l'armée israélienne sur le Liban ? Malheureusement, depuis la cessation des hostilités, il y a eu plus de violations israéliennes que de violations du fait d'éléments armés libanais. [...] Pourrait-elle être amenée à utiliser la force contre Israël dans cette hypothèse ? Je pense qu'Israël, qui tient à ce que le droit international s'affirme, à ce que responsabilité et souveraineté aillent de pair au Liban, assumera ses responsabilités dans le respect du droit international. »

La résolution 1701 est pleine de formulations délibérément ambiguës de sorte à permettre une interprétation allant dans le sens d'une mission de combat relevant de facto du Chapitre VII de la Charte, que Washington et Paris invoquaient directement dans leur projet de résolution distribué le 5 août et rejeté par le Hezbollah et le gouvernement libanais. Devant ces objections, Washington et Paris ont abandonné l'idée d'une nouvelle force

BEYROUTH, JUILLET 2006



internationale au Liban, s'en tenant à la Finul déjà en place. Toutefois, le mandat de cette dernière est profondément altéré, non seulement dans le sens indiqué ci-dessus, mais aussi quant à sa zone d'activité puisque la Finul II est autorisée à se déployer le long de la frontière libano-syrienne et à contrôler les accès aériens et maritimes du Liban.

Qui est l'agresseur ?

En somme, l'esprit de cette résolution est de traiter le Liban comme s'il était l'agresseur ! Elle relève, en ce sens, d'une tentative de continuer la guerre israélienne au Liban d'une autre façon, qui pourra impliquer des opérations de guerre à courte ou moyenne échéance. C'est pourquoi elle doit être vigoureusement dénoncée et rejetée par toute personne attachée à l'esprit de la Charte des Nations unies.

Il ne s'agit pas de rejeter la présence même de la Finul le long de la frontière libano-israélienne. La Finul est en place depuis 1978 et acceptée par l'ensemble des forces politiques libanaises. En dépit de son inefficacité évidente quant à la protection du Liban contre les empiètements d'Israël sur sa souveraineté, et son inaction face à l'invasion du Liban par Israël en 1982 et son occupation du Liban sud 18 années durant, elle est un témoin précieux de ces violations de souveraineté. Ce dont il s'agit, c'est 1) de rejeter l'altération profonde et dangereuse du mandat de la Finul que constitue la résolution 1701, et 2) de s'opposer à l'utilisation de la Finul II et de la couverture onusienne afin de continuer la

guerre pour les objectifs communs d'Israël, de Washington et de Paris au Liban. Ce qui est en train de se tramer, c'est la répétition d'une pratique symptomatique des temps nouveaux : l'utilisation de l'ONU comme feuille de vigne pour des opérations militaires menées par Washington avec l'OTAN et autres alliés, comme c'est le cas en Afghanistan depuis décembre 2001.

En bonne logique, une force d'interposition doit être composée de troupes de pays neutres. Or, Washington et Paris ne sont nullement neutres dans le conflit libanais. Aucune force alliée de Washington ne saurait être considérée comme neutre dans un conflit entre l'un des principaux alliés de Washington et un autre État. C'est le cas des forces de tous les pays membres de l'OTAN, alliés de la façon la plus formelle aux États-Unis. C'est pourquoi tous ceux et celles qui tiennent à la paix au Moyen-Orient et s'inquiètent des projets états-uniens dans cette partie du monde doivent s'opposer énergiquement à l'envoi et à la présence au Liban de troupes de pays membres de l'OTAN. Un mouvement de protestation en ce sens est enclenché dans les pays en question, de l'Allemagne à la Turquie, en passant par la France, l'Italie et l'Espagne. Il s'agit de l'exercice d'un devoir d'autant plus nécessaire qu'Israël s'arroge le « droit du plus fort » de refuser la participation à la Finul de certains pays musulmans candidats à l'envoi de troupes, en invoquant le fait qu'ils ne sont pas neutres dans le conflit israélo-arabe.

* Achcar enseigne à l'Université de Paris et a publié «Le choc des civilisations» (2003).

BEYROUTH, JUILLET 2006



Argentine : gauches et mouvements sociaux

L'Argentine d'aujourd'hui semble traversée d'une part par une prolifération de conflits et de mouvements sociaux, entre autres sur des thèmes comme la réévaluation des salaires, les revendications des chômeurs et la défense de l'habitat. Cet ensemble d'actions collectives présente dans de nombreux cas un fort ancrage territorial, une claire propension à l'organisation en assemblées et implique une multitude d'organisations. De l'autre côté, malgré la crise du système institutionnel et des partis si souvent mentionnée, les mouvements sociaux peinent à se constituer en nouvelle alternative politico-sociale, ou encore à relier réellement entre eux les différents acteurs sociaux et politiques mobilisés.

*Par Maristella Svampa **

Les élections parlementaires d'octobre 2005 ont vu la consolidation « en haut » d'une sorte de « peronismo infinito » (« péronisme sans limite »), renforcé autant par l'affaiblissement des autres partis traditionnels que par la perte du peu de sièges que possédait la gauche parlementaire. Tandis que « en bas » le développement d'une forte politique assistanciale et clientéliste et la crise des organisations de chômeurs ont favorisé la poursuite de la relation du parti justicialiste [1] avec les secteurs les plus vulnérables.

Les acteurs et les luttes : piqueteros, syndicats, usines récupérées.

Parmi les acteurs sociaux organisés qui ont subi le plus de crocs en jambes ces dernières années, on peut citer les chômeurs. L'émergence d'un ensemble de mouvements de chômeurs (piqueteros [2]), à partir de 1996/1997, a été l'un des faits les plus significatifs et les plus originaux des dernières décennies. Depuis leurs origines, ces mouvements anti-néolibéraux ont été traversés par divers courants politico-idéologiques, qui vont du populisme nationaliste à une multiplicité d'organisations du courant anticapitaliste, liées aux différentes tendances de la gauche.

Pourtant, au-delà de leur hétérogénéité, ces groupes partagent un espace commun traversé par des registres d'action précis, parmi lesquels le piquet ou le barrage routier, l'inscription territoriale (le travail communautaire dans le quartier), la démocratie directe, et enfin, l'institutionnalisation d'une relation avec l'Etat, par la supervision de plans sociaux (allocations de 50 dollars) et le financement de projets productifs (jardins communautaires, boulangeries, entreprises textiles, coopératives d'eau et de construction, par exemple).

Dès le début, les relations des gouvernements successifs avec les organisations de piqueteros ont combiné différentes stratégies, alternant la négociation avec une politique de mise au pas et

de répression, toujours accompagnées de la judiciarisation du conflit social, qui s'est traduit par plus de 4 000 procès. Cela n'a empêché ni le développement ni la visibilité toujours meilleure des mouvements de chômeurs, qui ont atteint leur apogée en 2000/2003, années de grande effervescence sociale. Pourtant, après l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner, en 2003, la situation a changé notablement. Les premiers gestes politiques du gouvernement actuel, tout comme sa rhétorique « progressiste » (que beaucoup assimilent à des positions de centre-gauche), ont généré de grands espoirs sociaux, lui accordant une marge de manœuvre plus grande que celle des gouvernements précédents.

Après la forte dévaluation de 2002, la croissance de l'économie argentine a été importante (9,3% en 2005). Grâce à l'excédent fiscal, le gouvernement argentin a récemment décidé d'annuler la dette qu'il avait avec le FMI, un total de 9,5 milliards de dollars [3], qui bien que constituant seulement 9% de la dette extérieure, a eu une répercussion très positive dans la société. Pourtant, la pauvreté et le chômage continuent à affecter des franges importantes de la société argentine.

Le gouvernement de Kirchner a montré peu d'intérêt à mettre en oeuvre une politique de redistribution qui bénéficie aux travailleurs, affectés par quinze ans de précarité et de bas salaires (auxquels s'ajoute une inflation qui a atteint 12,3% en 2005), ou à développer une véritable politique d'insertion pour les chômeurs, au-delà de la nouvelle clientèle affective péroniste [4] ou des petites entreprises productives. Cette politique a résulté aussi bien dans l'intégration des organisations proches de la souche populiste, que dans le contrôle, la division et la mise au pas des groupes les plus mobilisés (gauche partisane et indépendante).

MANIFESTATION DES PIQUETEROS



Pour ce faire, le gouvernement s'est appuyé sur l'état d'esprit de l'opinion publique, fortement étayé par les grands médias, qui n'ont pas hésité à engager une croisade anti-piqueteros, teintée d'un évident manichéisme. Cette situation ne peut être dissociée de la revendication de « normalité » qui traverse largement la société argentine. Le décor de cette bataille politique entre les organisations de piqueteros et le gouvernement a été la ville de Buenos Aires. C'est dans ses rues, sur ses places, dans ses édifices publics, et plus encore, face à la municipalité elle-même, au moment du débat sur le Code contraventionnel (Código Contravencional) [5] proposé par la ville de Buenos Aires (16 juillet 2004), que ce bras de fer inégal a pris toute son expression, entre ceux qui appelaient à l'institutionnalisation et exigeaient le repli des forces mobilisées (la revendication de l'institué), et les différents acteurs mobilisés (la revendication des exclus). Le corollaire en fut l'augmentation de la judiciarisation et de la criminalisation dans le traitement des conflits sociaux et, surtout, l'installation d'un fort consensus anti-piqueteros dans de larges couches de l'opinion publique.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, les luttes syndicales revendiquant des hausses de salaires (pas seulement comme conséquence de l'inflation, mais avec pour objectif la réduction des disparités salariales entre les travailleurs d'un même secteur, entraînées par la tertiairisation et la politique de flexibilité salariale imposées dans les années 90) se sont multipliées, ainsi que les revendications en lien avec la défense de l'éducation et de la santé publique. En 2005, les conflits du travail qui se sont terminés par des grèves ou des suspensions de services ont triplé par rapport à l'année précédente (819 conflits syndicaux contre seulement 249 en 2004). C'est le chiffre le plus élevé depuis 1990, l'année de la mise en place des premières réformes néolibérales.

Il s'agit à l'évidence d'un nouveau cycle d'action syndicale, dont les acteurs principaux sont des groupes de délégués combattifs, dans certains cas extérieurs aux directions syndicales ou aux centrales reconnues. La Centrale des travailleurs argentins (CTA) elle-même, reconnue pour son caractère anti-néolibéral et dont le rôle d'opposant a été crucial dans les années 90, s'est vue débordée par la radicalité adoptée par les nouveaux conflits dans divers secteurs. Citons entre autres les luttes du secteur de la téléphonie (Telefónica Argentina), de la santé publique (les hôpitaux), de l'alimentation (la viande), de l'enseignement (à tous les niveaux), des transports (le métro de Buenos Aires, les pilotes et techniciens d'Aerolíneas Argentinas), ainsi que de certains secteurs plus traditionnels, comme la métallurgie et les usines automobiles (Daimler-Chrysler, Ford et Volkswagen).

Le nombre d'actions syndicales qui adoptent la méthode piquetera (immédiatement associée au blocage de routes) n'est pas négligeable, ce qui implique aussi une stigmatisation rapide. Ainsi, il est fréquent que le gouvernement et les grands médias, dans la version qu'ils donnent des conflits, soulignent en premier lieu les conséquences négatives des actions de protestation (obstruction du trafic, problèmes de transport, perte de journées d'école, risque de manque de soins dans les hôpitaux publics, etc.) ou visent à dénoncer leur caractère « éminemment politique ». Dans le cas des grèves à répétition de la part du personnel non-médical de l'Hôpital Garrahan (le centre pédiatrique le plus important de pays), le gouvernement a lancé une campagne de discrédit contre l'un des dirigeants syndicaux (membre d'un petit parti trotskiste) et a tenté de rendre le conflit illégal, tandis que le ministre de la Santé traitait les grévistes de « terroristes sanitaires ».

Pourtant, l'escalade syndicale continue. En 2004 et 2005, malgré les représailles patronales et le peu de visibilité médiatique de certains conflits - surtout ceux qui se sont produits dans l'inté-

DANS UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE BARRIO VILLA HALL



PHOTO : LAMBERTO AVEVALO

rieur du pays - nombre d'entre eux se sont terminés par le triomphe des revendications des travailleurs. Dans leur majorité, il s'agit d'accords d'entreprises, dont on prend soin généralement de ne pas les divulguer publiquement afin de ne pas créer un « effet boule de neige » dans d'autres secteurs. Sauf exceptions, il faut signaler que ces expressions syndicales sont rarement reliées à d'autres acteurs, surtout les chômeurs, particulièrement stigmatisés aujourd'hui.

Enfin, il faut rappeler qu'il existe en Argentine un important mouvement d'usines récupérées, qui continuent la lutte par des moyens judiciaires et législatifs afin d'obtenir la loi d'expropriation et leur reconnaissance comme coopératives de travailleurs. Actuellement, il existe plus de 150 usines récupérées, dirigées par différents courants et constituées en coopératives.

À la différence de l'expérience des piqueteros, les usines récupérées ont suscité dès le début de forts courants de sympathie et de soutien, qui ont été fondamentaux pour leur expansion et leur consolidation. Les usines récupérées se considèrent elles-mêmes comme des « mouvements », en ce que la récupération (le fait de résister) est assimilée à la protestation sociale. En réalité, sauf cas exceptionnels (parmi lesquels on trouve deux cas emblématiques, comme les céramiques Zanón, dans le nord de la Patagonie et l'Hôtel Bauén, dans la ville de Buenos Aires), les usines récupérées n'ont pas rencontré de forte résistance de la part de l'Etat. Plusieurs tentatives d'expulsion et de remises aux anciens propriétaires ont été enregistrées, mais la crise a plutôt ouvert de nouvelles opportunités politiques, d'abord à travers une officine d'Etat (l'INAES - Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social) - qui a créé une unité pour les entreprises récupérées), puis en facilitant la formation de coopératives et l'expropriation en faveur des travailleurs.

N'oublions pas que l'expropriation n'est que temporaire et que nombreuses sont les entreprises récupérées qui connaissent une situation économique difficile et dont les travailleurs travaillent dans des conditions de véritable auto-exploitation. Les obstacles sont dus autant au manque d'appui de la part de l'Etat dans le processus de commercialisation des produits, qu'à la fragmentation organisationnelle que présente ce mouvement. Il existe aujourd'hui 4 courants, les plus importants étant le Mouvement national d'entreprises récupérées (MNER) et le Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (MNFRT), qui possèdent des relations bien huilées avec le gouvernement actuel.

Les différentes traditions idéologiques sur le terrain militant

Quels sont les principaux obstacles que connaissent les mouvements sociaux dans leur processus d'articulation politico-sociale ? Pour les facteurs externes, il suffirait de mentionner la productivité politique du péronisme, laquelle se nourrit moins d'une supposée vocation pour le pouvoir qui serait absente chez ses opposants, que d'une habile autorité présidentielle qui synthétise l'héritage autoritaire en matière de prise de décision et l'efficacité populiste, ainsi que la revendication de normalité véhiculée par une société choquée par la disparition de l'illusion néolibérale (l'appartenance à un supposé « Premier monde ») et par la menace qui s'ensuit de la dissolution sociale vécue pendant la grande crise de 2001-2002. Signalons en outre le contexte de forte croissance économique que traverse le pays.

J'aimerais, en revanche, décrire plus en détails certains facteurs à proprement parler internes qui rendent difficile une véritable articulation sur le terrain militant. Sans doute, le plus notoire au sein de l'espace militant a été la fragmentation organisationnelle croissante liée aux positions et aux diagnostics opérés par les différentes tendances de la gauche. Loin de rechercher les convergences stratégiques, les différentes traditions idéologiques ont renforcé le conflit interne et, par là même, ont favorisé la division totale entre les mouvements et les organisations.

Tout d'abord, dans tout ce processus, une responsabilité majeure incombe à la gauche partisane, surtout aux diverses variantes du trotskisme, qui représente le degré le plus élevé du dogmatisme idéologique en ce qui concerne ses définitions du pouvoir, du sujet politique et de la stratégie de construction. S'ajoutent à cela des erreurs de diagnostic politique notoires : l'absence de perception du changement d'opportunités politiques (redéfinition de la scène politique à partir de 2003) et la sous-estimation de la production politique du péronisme ont été fondamentales dans l'aggravation de la crise de certains mouvements, tant dans les assemblées de quartiers (en 2002), que dans le processus de délégitimation et d'isolement social des organisations de chômeurs (2003-2004).

D'un autre côté, les tentatives répétées de la gauche partisane d'imposer une sorte d'hégémonie sur le terrain militant se soldent généralement, tôt ou tard, par de fortes implosions organisationnelles et idéologiques, qui se traduisent par une perte du capital politique et symbolique des nouveaux mouvements. Enfin, dans les périodes électorales, les partis de gauche ont coutume d'instrumentaliser encore plus les organisations sociales au détriment de leur autonomie décisionnelle et du développement d'une logique de construction plus territoriale (liée au travail communautaire et aux entreprises productives).

En second lieu, nous pouvons signaler le rôle plus récent dont on peut créditer la gauche populiste, qui a fini par remettre en avant les éléments les plus négatifs de la tradition national-populaire, grâce à son alliance avec Nestor Kirchner. La tradition populiste argentine reprend des éléments différents que les autres expériences qui agitent le continent, comme c'est le cas en Bolivie, où la tradition national-populaire réapparaît liée aux revendications de nationalisation des hydrocarbures, mises en avant par l'ensemble des acteurs mobilisés.

De la même façon, malgré toutes les affinités -qui sont plus de l'ordre du désir que de la réalité -, le modèle kirchnériste a peu à voir avec le projet défendu par Chávez au Venezuela, dont le caractère controversé et ambivalent nous informe déjà sur le caractère multidimensionnel de cette expérience. En Argentine, la tradition populiste tend à déboucher sur la reconnaissance du primat du système institutionnel, à travers le rôle du Parti péroniste, sur les mouvements sociaux.

Cette inflexion répond à une certaine conception du changement social : celle qui réduit la perspective d'une transformation à un changement d'orientation politique du gouvernement, plutôt qu'à une possibilité de rééquilibrage des forces à travers les luttes sociales. Le primat du système politico-partisan tend à s'exprimer dans une forte volonté de subordination des masses organisées à l'autorité du leader et dans une méfiance notoire envers les nouvelles formes d'auto-organisation sociale et envers leurs exigences de réappropriation de leur pouvoir (empowerment) et d'autonomie. De même que pour la gauche partisane,

la question de l'autonomie des acteurs pour la tradition populiste argentine et ses héritiers actuels, constitue un angle mort, impensé, quand il n'est pas perçu comme « artificiel » par rapport à notre géographie de la pauvreté.

Cette « non thématization » dénote que le populisme argentin, sous toutes ses facettes, méconnaît profondément les nouvelles tendances globales à l'organisation. Il ne reconnaît pas les nouvelles pratiques politiques ni l'impact positif qu'elles pourraient exercer dans un processus de reformulation du contrat social, dans un sens de l'inclusion.

En troisième lieu, soulignons le rôle qu'ont joué ces groupes qui composent l'espace hétéroclite des organisations indépendantes et autonomes. Ces nouvelles expériences militantes - surtout chez les jeunes - se nourrissent d'un éthos commun cimenté par l'impératif de la lutte anti-bureaucratization et de la démocratisation des organisations et par une grande méfiance envers les structures partisans et syndicales. La forte résonance qu'a eu ce qu'on a appelé de manière générique en Argentine l'« autonomisme » n'est pas un hasard.

Cette nouvelle histoire politique, qui traverse un ensemble de collectifs et de mouvements contre la globalisation néolibérale, se nourrit aussi de la pensée d'un secteur de la philosophie politique italienne, spécialement de l'œuvre de Toni Negri et de Paolo Virno et, au niveau continental, il prend comme modèle de référence le discours zapatiste [6]. Bien que le terrain de l'autonomie est beaucoup plus large et multicolore que ce qu'indiquaient les références antérieures, ce qui est sûr c'est qu'en Argentine ce phénomène a connu une inflexion hyperbolique, surtout dans les mobilisations de 2002 et 2003.

S'il est difficile pour la gauche partisane et populiste de comprendre les nouvelles formes d'auto-organisation du social, l'autonomisme se caractérise, de son côté, non seulement par sa vision trop unidimensionnelle du pouvoir et de la relation avec l'Etat, mais aussi par le refus de penser la question de l'articulation politique comme quelque chose de plus qu'une coordination horizontale de mouvements. De même, pour de nombreux militants autonomistes, la notion même d'« hégémonie » - dont le sceau gramscien a tellement marqué la pensée de la gauche argentine depuis quelques décennies - s'est transformée en une sorte de cristallisation de tous les maux...

Ce qui est certain c'est que la tentation à l'hégémonie des partis de gauche n'a rien fait d'autre que renforcer les éléments extrêmes du camp autonomiste, qui dans de nombreux cas a confondu la défense de la différence avec l'appel à la pure fragmentation, et a tendu à dissoudre la logique politique dans la pure action contre-culturelle, ou dans une sorte d'ontologisation du social dépourvu de médiations.

Finalement, ces excès ont généré aussi une réaction inverse,

surtout dans le camp piquetero et dans les organisations contre-culturelles où l'on enregistre une sorte d'invololution de la part de certains groupes et collectifs militants déçus par le peu de répercussion politique des promesses de démocratisation et d'horizontalité de l'autonomisme (car la politique de Kirchner a entraîné avec elle un approfondissement du clientélisme parmi les secteurs populaires). Face à ce nouveau blocage des opportunités politiques, certains tendent à plonger dans une défense des principes révolutionnaires classiques les plus orthodoxes et dogmatiques, dans leurs tendances léninistes et guévaristes.

La possibilité de l'émergence d'un nouveau sujet politique qui pourrait incarner la forte attente de changement qui traverse la société argentine du début du nouveau millénaire s'est dissipée, autant par le retour à la normalité institutionnelle incarnée par le « péronisme sans limite », que par les divergences entre les différentes traditions idéologiques représentées dans les organisations sociales. Le processus de stigmatisation des luttes sociales entre 2003 et 2005 met en avant l'importance du débat culturel et symbolique, de même que la nécessité des ponts et des articulations entre les éléments les plus positifs et mobilisateurs des différentes tendances de la gauche - la tradition national-populaire, la tradition classique et la tendance autonomiste.

Article traduit originellement par le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (<http://risal.collectifs.net/>)

- Maristella Svampa écrit dans la revue Pueblos www.revistapueblos.org à Buenos Aires

NOTES

1. Nom donné au parti politique fondé en 1945 par le général Juan Domingo Perón, plus connu sous le nom de Parti péroniste. La doctrine « justicialiste » conciliait mesures sociales, nationalisme, catholicisme et répression.
2. Les piqueteros, du terme « piquete » (piquet), désignent les groupes organisés de travailleurs sans emploi.
3. Lire à ce sujet le communiqué de presse du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) qui conteste ce paiement : <http://www.cadtm.org/article.php3?i....>
4. De Juan Domingo Perón, général et homme politique argentin, a été élu président de la République en 1946 et renversé en 1955. Après 18 années d'exil, il est revenu en Argentine et a été à nouveau élu président en 1973. Il est décédé en 1974, laissant le pouvoir à sa troisième épouse, María Estela Martínez. Lire Léa Terbach, *Genèse du Péronisme*, RISAL 2002.
5. Le Code contraventionnel (Código Contravencional) de la ville de Buenos Aires est une mesure législative votée en 2004, visant à contrôler, sanctionner et réprimer les actions ou activités d'individus ou de groupes portant atteinte à la « sûreté » de la ville. Dans cette catégorie se trouvent entre autres la prostitution, la vente d'alcool, la vente ambulante, etc. ainsi que les « piquets », l'obstruction de la voie publique sans préavis pouvant donner lieu à une peine de 1 à 5 jours de travail communautaire ou à une amende allant de 400 à 1000 pesos.
6. La version plus simplifiée présentée par le livre de John Holloway, « Changer le monde sans prendre le pouvoir », a eu aussi beaucoup d'influence (Buenos-Aires, Herramienta, 2001).

Yougoslavie : Retour sur une disparition

Les détracteurs de Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie rendaient l'ancien chef d'état yougoslave responsable de tous les conflits, guerres et nettoyages ethniques qui ont marqué la tragique décomposition de son pays. Ses défenseurs par contre le présentaient comme un grand résistant à l'ordre mondial impérialiste et à la désintégration de la Yougoslavie voulue par les autres nationalismes instrumentalisés par les grandes puissances. Ces deux approches incorporent toutes deux des vérités sans lesquelles elles n'auraient pas eu d'impact. Mais elles sont globalement fausses au sens où l'une comme l'autre occulte des éléments fondamentaux de ce que fut la politique du dirigeant de Belgrade et des grandes puissances.

*Par Catherine Samary **

Le régime Milosevic avant l'implosion de la Yougoslavie

Le régime Milosevic était dès la fin des années 1980 en pleine mutation au plan socio-économique, allant notamment dans le sens de la privatisation. L'étiquette « socialiste », pas plus en Serbie qu'en Pologne, en Hongrie ou en Albanie n'impliquait une opposition aux logiques de privatisations. Et c'est pourquoi Milosevic n'était ni un « serbo-communiste » défenseur de l'autogestion, ni un opposant irréductible au nouvel ordre mondial. Parallèlement, Belgrade était capitale de la Yougoslavie ; l'armée sur laquelle elle espérait compter était de tradition yougoslave titiste et attachée, par ses privilèges, au maintien d'un État yougoslave ; la Serbie elle-même était une République multiethnique, intégrant le Kosovo à majorité albanaise, la Vojvodine à forte minorité hongroise, le Sandjak à forte population bosniaque. Contrairement au nationalisme croate qui chercha à consolider son État sur la base d'une croacité exclusive, Milosevic avait intérêt à jouer sur deux tableaux le yougoslavisme et le nationalisme serbe ; un projet « yougoslave » basé sur une majorité et domination serbe combinait ces deux approches.

L'enjeu du Kosovo

Cette double ligne de rupture réactionnaire à la fois avec le socialisme autogestionnaire et avec l'égalité entre nations prônée par le titisme n'était pas pour autant une politique de Grande Serbie ethniquement pure. Milosevic prônait une recentralisation des pouvoirs de la fédération selon des procédures majoritaires favorables aux Serbes contre la logique confédérale et les pratiques de votes au consensus (où les représentants de chaque communauté nationale avaient le même poids) appliquées depuis le milieu des années 1960. Et le tournant du régime Milosevic en 1989 ne fut pas un impossible « nettoyage ethnique » du Kosovo

(les Albanais y formaient 80 % de la population ; il ne s'agissait ni de les expulser ni de les tuer). Mais il s'agissait bien de relations de domination « grand serbe » du peuple albanais poussant aussi à la séparation (quasi apartheid) des populations, une régression de statuts et de droits pour les Albanais rendant en fait irréversible leur aspiration indépendantiste. Un des objectifs était d'inverser la tendance au départ massif des Serbes de la province en interdisant la vente des terres aux Albanais, en créant des colonies de repeuplement, en fournissant des emplois sur la base des licenciements albanais ; en escomptant aussi, ce faisant, renvoyer « chez eux » en Albanie une part de population décrite comme infiltrée. Enfin, des harcèlements et brutalités policières étaient pratiqués contre les militants séparatistes présumés. La résistance (pacifique puis armée) des Albanais du Kosovo relevait d'une lutte d'indépendance et de libération nationale contre une politique d'État « grand serbe » au sens dominant de Belgrade que les grandes puissances étaient bien mal placées pour soutenir.

Alliance serbo-croate contre la Bosnie-Herzégovine

Le régime de Slobodan Milosevic comme celui de Franjo Tudjman en Croatie en dépit de leurs différences ont par la suite abordé de la même façon la question de Bosnie-Herzégovine, en considérant les droits et peuples qui y avaient été consolidés, comme des « créations artificielles » de Tito. Ils ont cherché à régler leurs propres conflits sur la base d'un partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine. Les deux pouvoirs ont combiné l'action des forces paramilitaires en coulisse avec un régime parlementaire et pluraliste. La logique de Grande Croatie se prolongeait au plan externe vers la Bosnie-Herzégovine. Elle le fit d'abord hypocritement : d'une part avec le droit de vote en Croatie accordé aux Croates de Bosnie-Herzégovine anticipant une incorporation à un seul et même État ; mais aussi dès 1991, alors que la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine était reconnue, par la mise en œuvre en pratique d'une politique d'expansion territoriale. Il en existait plusieurs variantes : l'une, prônée par les troupes oustachis, visait à agréger l'ensemble de la Bosnie à la Croatie donc « respectait » publiquement l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine. L'autre, plus « modérée », défendue par le parti de Tudjman (HDZ), œuvrait à la territorialisation des Croates de Bosnie-Herzégovine dans Herceg-Bosna, accolée à la Croatie, avec sa « capitale », Mostar pour pouvoir se revendiquer de « l'autodétermination » du peuple croate, symétrique à la revendication séparatiste bosno-serbe.

Dayton

La diplomatie états-unienne resta initialement à l'écart de la gestion directe de la crise yougoslave. Le FMI soutenait plutôt une gestion centralisée de la dette yougoslave et, ce faisant, des privatisations à l'échelle de la fédération. Après les sécessions slovène et croate, les États-Unis suivirent une logique proche de l'Allemagne et reprenant la propagande croate contre « le serbo-communisme » occultant la réalité du régime croate.

Washington critiqua les « plans de paix » de l'ONU et de l'UE en Bosnie. Ce qui lui permettait de faire d'une pierre plusieurs coups : se présenter comme ami des musulmans (albanais et bosniaques) contre le serbo-communisme pour tenter de faire « passer » dans le monde musulman sa politique en Irak et son silence sur la Tchétchénie ; ridiculiser les tentatives de politique européenne autonome et l'ONU. Pour Clinton face aux républicains prônant un isolationnisme, il s'agissait de réinsérer les États-Unis dans le jeu diplomatique en Bosnie, avec les partenaires européens, et ce faisant de remettre en avant l'OTAN. Les circonstances et choix diplomatiques en 1995 à Dayton allaient le permettre.

Les frappes de l'OTAN en Bosnie en 1995, à la veille des négociations de Dayton, n'étaient aucunement hostiles à Milosevic ; celui-ci fut au contraire consolidé à cette époque contre les dirigeants ultranationalistes de Bosnie et les sanctions furent partiellement levées, produisant (outre l'accélération des privatisations) un constat d'échec tiré au Kosovo sur la politique de résistance pacifique impulsée par Ibrahim Rugova depuis le changement de statut de la province. Comme Richard Holbrook le souligna, le versant politico-militaire de l'accord était global-régional, précisément dans l'espoir de stabilisation d'ensemble mais porteur d'impasses aujourd'hui visibles :

* Il n'y avait ni gagnants ni vaincus ; l'accord signé était donc éminemment contradictoire : le président bosniaque le signait parce qu'il restait président de la Bosnie-Herzégovine dont les frontières étaient maintenues ; les autres parce que les nettoya-

ges ethniques avaient été entérinés par la création des deux « entités » de Bosnie-Herzégovine et que des liens de confédération de chaque « entité » avec les États voisins restaient possibles

* Franjo Tudjman au nom des Croates et Slobodan Milosevic au nom des Serbes signaient parce que l'un et l'autre étaient consolidés par cette signature, au plan international, en Bosnie-Herzégovine et dans leur pays. Tudjman n'a en effet accepté d'être signataire de Dayton qu'une fois « réglée » la « question serbe » en Croatie par le nettoyage ethnique de plusieurs centaines de milliers de Serbes au cours de l'été 1995 faisant passer leur pourcentage dans la population de 12 % à 5 %, au vu et au su des grandes puissances.

La guerre du Kosovo

Dayton signifia donc la consolidation des pouvoirs forts de la région. L'espoir d'une reconnaissance internationale de la république autoproclamée du Kosovo fut anéanti. Des critiques surgirent alors envers la stratégie de résistance pacifique poursuivie par Ibrahim Rugova et son parti la LDK (Ligue démocratique du Kosovo) depuis les changements constitutionnels imposés par Belgrade en 1989. Du bilan de Dayton naquit une stratégie alternative de résistance pour l'indépendance, visant l'internationalisation du conflit par la violence.

L'armée de libération du Kosovo (UCK) avait des bases idéologiques hétéroclites. Ses actions ont commencé à se déployer à



partir de 1995 contre l'appareil policier serbe provoquant des représailles d'autant plus démesurées que la frontière de la résistance allait bien au-delà de l'UCK et que des familles entières, notamment dans les villages, pouvaient être solidaires « autour » de quelques uns de leurs membres impliqués : plus l'UCK était réprimée, plus sa lutte devenait populaire bien que marginale, extrêmement sectaire dans ses comportements y compris intra-communautaires et incapable donc de remettre en cause la popularité acquise par son adversaire politique Ibrahim Rugova. Entre 1996 et 1998 l'UCK fut « classée » comme « terroriste », non seulement par Belgrade, mais aussi par toutes les diplomaties occidentales y inclus les États-Unis, qui demandaient seulement à Belgrade une certaine « modération ».

Globalement, il s'agissait désormais d'instrumentaliser les conflits du Kosovo dans le but de confirmer et étendre la redéfinition de l'OTAN et son déploiement vers l'Europe de l'Est, d'établir des bases militaires états-uniennes dans cette région et notamment dans la zone stratégique des Balkans, avec l'accès à la mer en Albanie et Roumanie ; d'œuvrer à l'intégration de la construction européenne dans un cadre atlantiste, contre toute velléité de politique autonome de l'UE.

Mais pour légitimer des bombardements de l'OTAN sur un pays européen, il ne fallait pas moins qu'un Hitler et une menace de « génocide » anti-albanais. Slobodan Milosevic comme Saddam Hussein fut donc catalogué comme un « Hitler ». Après l'échec des négociations, le conflit s'envenima. L'OTAN en décidant d'intervenir mit de l'huile sur le feu. Les bombardements aériens ont forcé l'exode de 800 000 Albanais. Selon le rapport de Human Right Watch en 2001, l'expulsion de masse des Albanais pendant la guerre de l'OTAN pouvait servir, en réalité, plusieurs objectifs : une modification de la composition ethnique du Kosovo ; une négociation sur le partage territorial du Kosovo ; mais aussi des objectifs inextricablement liés à la guerre de l'OTAN elle-même déstabiliser les États voisins et rendre plus difficile des interventions au sol.

Éléments de conclusion

Certain(e)s (souvent hier anti-impérialistes) constatant les violences commises et les difficultés des résistances intérieures, en ont conclu qu'il fallait exiger puis soutenir l'intervention militaire des grandes puissances ; et face aux impasses des plans de paix de l'ONU et de la Communauté européenne, c'est vers l'OTAN transformée en bras armé de l'ONU, que se tournait leur espoir d'émergence d'un « gendarme » d'un monde supposé « civilisé ». Pour les courants qui adhéraient à cette idéologie, la guerre de l'OTAN entre mars et juin 1999 à propos du Kosovo fut accueillie comme « tardive » mais bienvenue et légitime à défaut d'être légale en regard du droit international.

Les Balkans sont aujourd'hui clairement « intégrés » à un projet d'encadrement euro-atlantique fort éloigné de choix démocratiques de société, donc d'une réelle autodétermination des populations concernées sur les formes et contenus des États où elles s'insèrent et voudraient défendre leurs intérêts et leur dignité. Le Kosovo comporte une gigantesque base états-unienne celle de Bondsteel et la généralisation des États précaires des Balkans contestés et incapables de par leur adhésion aux politiques néolibérales d'assurer une cohésion sociale, illustre la non stabilisation de la région après la guerre de l'OTAN et six ans après la chute de Milosevic.

Nous avons refusé les logiques binaires (Milosevic ou l'OTAN) non pas parce que nous mettions les deux sur le même plan, mais parce que choisir l'un contre l'autre n'était ni nécessaire ni clarificateur. Il fallait se mobiliser sur deux plans :

- * à l'échelle des enjeux géostratégiques, de l'ordre mondial et européen, Milosevic ne pesait pas, il fallait dénoncer le redéploiement de l'OTAN et des logiques impérialistes et néolibérales états-uniennes et européennes et les mensonges de leurs propagandes ;

- * mais à l'aune de la recherche de « sens » pour les résistances à l'ordre mondial impérialiste, il fallait se dissocier clairement des politiques réactionnaires menées par Milosevic parce qu'elles empêchaient tout rapprochement multinational des peuples et dénaturaient tout projet socialiste. Il a conduit aux pires impasses le peuple serbe et fut le principal artisan de sa propre chute.

- * Catherine Samary, économiste, est membre du Comité international de la IVE Internationale. Elle a publié, entre autres, *La déchirure yougoslave* (l'Harmattan 1994) et *Les conflits yougoslaves de A à Z* (Atelier 2000).

PLUS DE 700 000 ALBANAIS KOSOVARS ONT ÉTÉ CHASSÉS DE LEURS MAISONS ET PARQUÉS COMME DES BÊTES DANS LES CAMPS « HUMANITAIRES »



Ukraine : entre l'Est et l'Ouest

Entrevue avec le professeur Jacques Lévesque, directeur de recherches au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'Université du Québec à Montréal

On a parlé au sujet du regain de tension entre la Russie et l'Ukraine d'une « guerre du gaz ». Quels sont les enjeux ?

Depuis plusieurs années, la Russie via Gazprom, vend le gaz à ses partenaires de la CEI à des prix très inférieurs à ceux du marché mondial. Mais en juin 2005, Gazprom a proposé à son client ukrainien de tripler les prix (de \$50 à \$160 par 1,000 mètres cubes de gaz). En même temps, Gazprom proposait des prix plus avantageux si l'Ukraine acceptait de vendre le gazoduc qui la traverse et qui relie la Russie à l'Europe à un consortium russo-germano-ukrainien. Mais puisqu'aucune entente n'est survenue à ce sujet, Gazprom a menacé de couper les approvisionnements de l'Ukraine en janvier 2006. Par après devant le refus de négocier et suite à des discussions entre l'Ukraine et les États-Unis, Gazprom et Poutine (président de l'actionnaire principal : l'État russe) ont décidé de faire monter les enchères et de demander le prix payé en Europe pour le gaz russe, soit \$220-\$230 les mille mètres cubes, ce qui serait catastrophique pour l'économie ukrainienne déjà mal en point. Pendant quelques jours, Gazprom a interrompu ses livraisons. Mais rapidement, cette manœuvre s'est retournée contre la Russie, d'autant plus que l'Union européenne a eu peur de voir ses approvisionnements en gaz russe, qui passe par l'Ukraine, perturbés. L'Administration Bush est alors intervenue pour accuser la Russie d'intimidation et de chantage contre l'Ukraine coupable de sa « révolution orange » et de son orientation atlantique. Finalement, un compromis plutôt boiteux a mis fin à la crise. L'Ukraine achète désormais le gaz d'une nouvelle tierce « RosUkrEnergo » possédée à 50% par Gazprom au tarif de \$95. Mais la Russie fait valoir que la nouvelle entreprise paie le gaz russe à \$230. Elle peut vendre le gaz \$95 à l'Ukraine dans la mesure où elle maintient un mixage de gaz russe et de gaz turkmène qui coûtait alors \$65. Ce bas prix que le Turkménistan menaçait avec raison de relever s'explique par le fait que le pays est largement tributaire des voies de sortie vers la Russie et que Gazprom peut presque dicter le prix. On saisit facilement toute la précarité de cet accord très critiqué en Ukraine. D'autant plus que Gazprom vient tout juste d'accepter (en septembre 2006) de payer désormais le gaz turkmène à \$100..

Quelles sont les intentions du Président Poutine ?

Poutine a beau jeu de démontrer que la situation de 2005 au niveau des accords avec l'Ukraine sur le gaz représentait de facto une subvention annuelle russe de 3.5 milliards de dollars à l'Ukraine, soit plus que la totalité de l'aide économique que lui accordent les États-Unis et l'Europe ensemble. On se dit au Kremlin qu'il n'y a aucune raison de continuer à subventionner un État qui fait de son entrée à l'OTAN la première priorité de sa politique extérieure, avec l'appui et les encouragements les plus nets de George W. Bush. Au-delà de la volonté de punir « celui qui mord la main qui le nourrit » (selon un terme de la presse nationaliste russe), il y a eu un calcul politique plus spécifique, soit d'influencer le résultat des élections législatives qui ont eu lieu en Ukraine en mars. On sait maintenant que le grand gagnant de l'élection a été Viktor Yanoukovitch, le rival

prorusse de Youshtchenko. Reste à voir s'il va réellement mettre en place son programme qui incluait la non-adhésion à l'OTAN, l'attribution au russe comme à l'ukrainien du statut de langue officielle et la réactivation de la participation de l'Ukraine à l'Espace Économique Commun avec la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan. Il est vrai que Yanoukovitch doit gérer un gouvernement de coalition, car il n'a obtenu que 32% des suffrages.

Le rapprochement entre l'Ukraine et les États-Unis est-il réellement remis en question ?

Le camp proaméricain en Ukraine est déchiré entre des luttes de faction opposant le parti de Tymoshenko, la « passionaria » de la « révolution orange » et le parti de Youshtchenko. Il est donc affaibli. Mais l'opinion publique demeure russophile. En témoigne un incident survenu en mai dans une petite ville de Crimée, Fedosia, où devaient être déployés 250 Marines américains pour participer à des manœuvres multinationales « Sea Breeze 2006 ». Mais les autobus transportant les militaires américains ont été attaqués à coup de pierres par des manifestants. Les « marines » ont été confinés à leur hôtel pendant que les manifestations anti-OTAN se multipliaient à Fedosia et ailleurs en Crimée, où les Russes sont majoritaires. La ville de Fedosia et des districts qui devaient être touchés par les manœuvres ont adopté des résolutions se déclarant « territoires anti-OTAN ». Finalement, les manœuvres en question ont été annulées. Quelque temps après la Maison-Blanche annonçait le report de la visite de Bush à Kiev prévue pour juillet. Selon des sondages récents, 64% des Ukrainiens sont opposés à l'adhésion à l'OTAN et 60% sont favorables à une union économique avec la Russie.

Le gouvernement ukrainien pourra-t-il atténuer les tensions ?

Actuellement, Yanoukovitch gouverne avec l'appui du Parti socialiste et du Parti communiste et en tenant compte du fait de la division profonde Youshtchenko et Tymoshenko qui refuse de collaborer avec le gouvernement en se présentant comme la seule héritière de la « révolution orange » alors que le parti de Youshtchenko a accepté d'en faire partie. La politique extérieure demeure ambiguë. En ce qui concerne l'OTAN, on parle d'un éventuel référendum. L'idée de Youshtchenko est de retarder aussi longtemps que possible la tenue d'un référendum, tout en continuant les négociations avec l'OTAN et en espérant avec, le temps, pouvoir créer un fait accompli. Entre temps, Yanoukovitch est surtout préoccupé par le maintien du prix du gaz. En juillet, le vice-président de Gazprom avait fait savoir que « RosUkrEnergo » continuerait jusqu'à l'automne, à maintenir le prix de \$95. Les négociations que Yanoukovitch a annoncées pour novembre seront certainement difficiles, le Turkménistan exigeant des hausses du prix de ses fournitures à « RosUkrEnergo ». On verra ce qu'il pourra obtenir et à quelles conditions. À Moscou, malgré les nouvelles embûches qui se trouvent sur la route de l'Ukraine vers l'OTAN, on ne prend pas pour acquis un net tournant prorusse dans les orientations de sa politique extérieure.

- Jacques Lévesque publiera prochainement sur ces questions : « La résurgence de la Russie : où, comment et jusqu'où ? » chapitre de l'ouvrage collectif : Les conflits dans le monde en 2006, à paraître aux Presses de l'Université Laval, en décembre 2006.

Russie : Misère sociale, carrefour de luttes

Par **Carine CLEMENT** *

Face à la nouvelle vague de réformes «post-soviétiques» du second mandat présidentiel de Vladimir Poutine et à la situation sociale catastrophique naissent et se développent des mouvements de protestation sociale d'une ampleur et d'une nature inédites en Russie. Ces mobilisations, qui prennent de l'ampleur depuis l'été 2004 et s'étendent à de nombreuses couches sociales, sont pour l'essentiel dirigées contre les réformes qui touchent le secteur social et public, avec des incidences directes sur la vie quotidienne des gens. Cette croissance des mouvements sociaux marque un tournant profond dans une société civile marquée par sa faiblesse, tournant d'ailleurs attesté par les sondages, qui enregistrent une attitude de plus en plus positive de la population à l'égard de l'action collective. Vers une coordination des luttes sociales et «altermondialistes» en Russie ? Bref tour d'horizon.

1. Le mouvement contre la remise en cause des garanties sociales catégorielles

La résistance au projet de loi sur la «monétisation des avantages sociaux» s'organise dès la phase de préparation de la loi, au printemps 2004. Les partis politiques de l'opposition parlementaire ont tenté de faire obstruction, et, surtout, la mobilisation s'est organisée au sein des associations des catégories concernées en premier lieu par la remise en cause des avantages sociaux. En mai 2004, à l'initiative de certains syndicats alternatifs, a été mise en place une coalition baptisée «Conseil (Soviet) de solidarité sociale» (SOS).

Sont entrés dans cette coalition nombre d'associations et syndicats : la Fédération des syndicats de Russie (nouvelle confédération de syndicats alternatifs), des fédérations syndicales régionales, les associations d'invalides, des «liquidateurs» de Tchernobyl, des associations de défense des droits humains, des organisations de vétérans de la guerre et du travail, des syndicats d'enseignants et de chercheurs, des organisations écologistes, de jeunesse de gauche, etc.

Par la largesse de son format idéologique et social, cette coalition consacre un tournant dans le paysage militant russe. La décision de ne pas admettre les partis politiques au sein de cette coalition était motivée en partie par l'expérience «altermondialiste» de certains membres, en partie par la volonté de conserver l'autonomie et la paternité de l'initiative, inédite pour la Russie, de ce réseau résolument associatif.

Une loi antisociale

SOS a initié une campagne massive contre l'adoption de cette loi baptisée «antisociale». À la veille des première et seconde lectures, à l'initiative de SOS, ont ainsi été organisées deux

journées d'action nationale coordonnées. Ont pris part à ces actions plusieurs dizaines de milliers de personnes sur tout le territoire, chiffres significatifs dans la Russie de 2004. Mais la mobilisation restait encore trop faible, et, à l'été de cette même année, la loi est passée en force, avec tout juste quelques menus amendements. La mobilisation reprend cependant, plus massive encore, après l'entrée en vigueur de la loi, le 1er janvier 2005. Du jour au lendemain, des milliers de soi-disant «bénéficiaires d'avantages sociaux», personnes âgées en tête, ont réalisé qu'on leur avait enlevé le droit au transport gratuit. Des milliers de personnes se sont mises à prendre les bus et trolleys d'assaut, à se rassembler devant les Parlements locaux, à faire le siège des autorités régionales.

Ces actions éclataient en grande partie spontanément, et sans aucune coordination au niveau national, tout au moins au début. Assez vite, cependant, se sont créées des coalitions régionales coordonnant les actions, qui se sont souvent appelées «Soviets (Conseils) de coordination». Les actions se sont également rapidement radicalisées, se terminant le plus souvent par le blocage de routes et l'investissement des bâtiments de l'autorité publique. Craignant une escalade, les pouvoirs régionaux et fédéraux ont battu en retraite : la réforme a été en partie révisée.

Méthodes radicales et revendications concrètes

Les militants de la campagne de l'été, liés au réseau SOS, se sont rapidement alliés aux manifestants et, dans de nombreuses régions, ont joué un rôle non négligeable dans la mise en place de coalitions régionales renforçant l'efficacité d'organisation et de négociation des mobilisations. Des militants régionaux de partis politiques de gauche (les jeunesses communistes, des militants trotskistes, des groupements communistes ou sociaux-démocrates minoritaires) ont également joué un rôle important dans l'organisation de comités locaux de lutte, ce qui a assuré une plus grande pérennité du mouvement et a permis de mieux élaborer les revendications et de renforcer les positions des protestataires lors des négociations avec les pouvoirs régionaux.

Quant aux partis politiques institutionnels, dépassés par les manifestations spontanées, ils ont été lents à intervenir dans le champ des luttes sociales de terrain, en partie par la faiblesse de leurs liens avec la population mobilisée, en partie par leur inadaptation aux modes de lutte du mouvement, dont les méthodes radicales et les revendications concrètes tranchaient, par exemple, avec les manifestations traditionnelles et bureaucratiques habituelles du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Celui-ci, avec «Iabloko» (parti libéral se «gauchisant» de plus en plus sous l'influence des mobilisations) et quelques autres partis, ne se sont joints au mouvement qu'à partir de février, au cours duquel ont été organisées plusieurs journées d'actions nationales. Au total, plus de 500.000 personnes ont pris part à ces mobilisations, chiffre record pour la Russie post-soviétique.

2005 : Le Forum social de Russie

Le besoin de rencontre et de coordination entre régions se faisant clairement sentir, l'idée d'un Forum social de Russie (FSR) a été rapidement avancée, l'initiative en revenant aux coalitions régionales, appuyées à Moscou par le comité du réseau SOS. Succès inattendu et étonnant, le FSR s'est tenu les 16 et 17 avril 2005 à Moscou. Y ont pris part plus de 1000 délégués de près de 150 organisations, la plupart représentant d'importantes forces syndicales, associatives ou régionales d'opposition. Les orientations politiques des militants rassemblés au FSR 2005 étaient très diverses - anarchistes, communistes, trotskistes, sociaux-libéraux, sociaux-démocrates, écologistes, etc. Les partis de l'opposition parlementaire étaient absents, à l'exception de quelques personnalités soutenant individuellement les mouvements sociaux. À l'issue du Forum, riche en rencontres et initiatives de toutes sortes, ont émergé au moins trois projets à la pérennité confirmée par les événements ultérieurs : la création du réseau de l'Union des Soviets (Conseils) régionaux de coordination des luttes (SKS), la mise en place du mouvement «Education pour tous» et le lancement de l'initiative du mouvement politique internationaliste «Front de gauche».

2. La campagne pour le droit au logement

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code du logement, le 1er janvier 2006, et avec l'augmentation brutale, depuis fin 2005, du montant des charges communales et des loyers, les mouvements de protestation redémarrent, en portant d'autres revendications et en élargissant leurs rangs à d'autres catégories. La redynamisation s'affirme surtout depuis janvier 2006, les actions de protestation se multipliant et touchant la plupart des régions de Russie.

Durant le week-end des 18 et 19 février 2006, à l'appel de l'Union des Soviets de Coordination, des rassemblements et des manifestations ont eu lieu dans plus d'une quinzaine de villes : à Ekaterinbourg (2000 personnes à l'appel du comité local de coordination des luttes), Vladivostok (5000 personnes à l'initiative de la «Chambre civique» locale), Omsk (2000 personnes à l'appel du Comité des actions de protestation, une coalition qui inclut la plupart des partis d'opposition et des associations), dans la banlieue de Moscou, à Perm, Novossibirsk, Moscou, etc. Le 4 mars, à l'initiative du Parti communiste (PCFR), une journée nationale d'actions, soutenue par la plupart des organisations et initiatives, rassemble quelques dizaines de milliers de personnes dans la rue, sur tout le territoire. Répétition de la mobilisation générale le 18 mars, à l'appel cette fois de l'Union des Soviets de Coordination.

Une grande partie des manifestants de la «campagne logement» sont passés par l'expérience des luttes de l'hiver 2005 pour le maintien des garanties sociales. Les coalitions régionales et réseaux interrégionaux mis en place alors y jouent un rôle prépondérant. Les manifestants revendiquent le retrait du nouveau code du logement, l'arrêt de la hausse du prix des loyers et des charges communales, la non-privatisation des sociétés de gestion communale, la rénovation des immeubles communaux au frais de l'Etat, etc.

Participent également à la mobilisation des mouvements plus

catégoriels. Ainsi, face à la menace d'expulsion qui planent sur eux avec le nouveau code du logement, les résidents des foyers de travailleurs (plus de 20 millions de personnes vivant depuis des dizaines d'années dans ces foyers en attente d'un relogement) s'organisent en mouvements locaux et en réseaux transrégionaux : une première journée nationale de protestation sur le thème de la défense du droit au logement pour les habitants des foyers a eu lieu le 5 mars.

Un autre mouvement important est celui des «floués des pyramides immobilières». Il s'agit de familles qui ont répondu à l'appel d'offre de sociétés immobilières proposant de financer la construction d'immeubles avec l'argent des parts avancées par les futurs propriétaires de logements. Ces sociétés ayant disparu le chantier à peine commencé, des dizaines de milliers de personnes se retrouvent sans logement et sans économies. Elles aussi s'organisent en comités.

Des dizaines d'actions de protestation, réunissant des milliers de personnes, en particulier dans la région de Moscou, se sont succédées ces derniers mois, certaines prenant la forme d'un blocage de grands axes routiers. D'autres initiatives locales partent de la protestation des habitants contre les constructions dites «sauvages» à proximité des habitations. Face à l'intensification des constructions immobilières, les habitants des quartiers menacés se mobilisent et s'organisent en comités, qui parfois parviennent à bloquer les chantiers. Là aussi, mais avec plus de difficulté, des initiatives sont prises pour tenter la mise en réseau de ces initiatives éparées et morcelées.

LES PERSONNES ÂGÉES SONT PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES



Enfin, un mouvement se met en place pour l'autogestion des immeubles en co-propriétés, condominiums ou comités d'immeuble contre le passage de l'immeuble sous contrôle d'une société de gestion privée. Pour le moment ces initiatives sont plutôt éclatées, mais des structures telles que l'Union des Soviets de coordination tentent de les unifier en réseau.

Certes, le mouvement actuel n'a pas l'ampleur qu'avait connue la mobilisation contre la remise en cause des garanties sociales, mais la dynamique actuelle est celle d'un élargissement constant : d'une part, des catégories toujours plus nombreuses de la population rejoignent le mouvement global de protestation contre la politique «antisociale» du logement, d'autre part, les coordinations régionales de lutte, qui se créent dans de nouvelles régions, jouent un rôle important dans cette seconde vague de protestation. La tendance va donc à la coordination des différentes revendications et initiatives.

3. Vers une coordination des initiatives et des luttes

Aux mouvements évoqués ci-dessus, il faut rajouter de nombreuses autres initiatives, touchant d'autres problèmes sociaux au sens large du terme et d'autres catégories. Citons, par exemple, la mobilisation des associations écologistes, soutenues pour une fois largement par la population, pour la «sauvegarde du Baïkal» et l'interdiction de la construction des oléoducs dans cette région.

Évoquons, à une moindre échelle, des réseaux d'étudiants et de professeurs dénonçant la réforme de l'Éducation actuellement en cours, des réseaux de lutte contre le service militaire. Citons également la mobilisation des automobilistes contre l'augmentation du prix de l'essence, contre l'interdiction du volant à droite et contre les «sirènes» des voitures transportant des dignitaires officiels ignorant le code de la route. Les automobilistes sont organisés en réseau, notamment grâce à des forums de discussion sur Internet, et ont comme mot d'ordre principal «A bas l'arbitraire politique sur les routes!».

Enfin, au-delà de ces mouvements à l'échelle interrégionale, les initiatives que l'on dit en russe «citoyennes de base» se multiplient dans toutes les villes, quartiers, villages. Il s'agit de luttes locales sur des enjeux très concrets et pragmatiques (contre la construction d'un immeuble ou d'un parking dans l'aire de récréation du quartier, contre des expulsions, contre des cas concrets de répression policière, contre la fermeture d'une école, etc). Dans les régions où les coalitions de coordination des luttes sont les plus dynamiques, ces initiatives de base y trouvent un espace de coopération et une aide organisationnelle qui les poussent à s'intégrer aux activités de ces coalitions.

Le réseau SKS, carrefour des luttes

Notons que les partis politiques parlementaires ne sont guère opérateurs de réseau. En particulier, le Parti communiste de la Fédération de Russie tente bien de mettre en place des coalitions, mais celles-ci, sauf exception, sont limitées à leurs partenaires politiques traditionnels et aux groupements sous son contrôle, n'intégrant guère les mouvements sociaux en lutte. Certains mi-

litants du PCRF, en particulier parmi les jeunes, font cependant exception et s'investissent dans certaines coalitions, ou même, dans certaines régions, sont à l'initiative de leur formation.

Les mobilisations les plus massives sont celles qui démarrent spontanément ou sont co-organisées par une coalition de forces politiques et sociales très diverses. Sur ce plan, l'Union des Conseils de coordination (SKS) représente un modèle de réseau particulièrement adapté aux demandes sociales actuelles. Ses perspectives de développement sont importantes.

Créé en avril 2005 lors du Forum social de Russie à la suite de la vague de mobilisation contre la «monétisation des avantages sociaux» afin d'établir des contacts horizontaux réguliers entre les diverses coalitions régionales de luttes, le réseau interrégional baptisé «Union des Soviets de coordination» connaît un développement régulier. Dans chaque région, les Conseils de coordination des luttes regroupent des associations diverses, syndicats, organisations politiques et individus. Unissant au départ 9 coalitions régionales, ce réseau s'élargit à chaque nouvelle vague de mobilisations, et relie aujourd'hui une vingtaine de régions.

Le réseau a élargi sa sphère d'intervention bien au-delà du seul problème de suppression des «avantages sociaux», agissant désormais sur le terrain des droits du travail, du logement, de l'écologie, des élections locales etc. Les militants de ces Conseils de coordination représentent des organisations variant d'une région à l'autre : associations de retraités, journalistes ou intellectuels, étudiants, militants de partis politiques d'opposition, syndicats, associations de co-propriétaires, comités d'immeuble, mouvement des habitants des foyers de travailleurs, etc.

La forme de coordination que représente le réseau SKS est particulièrement appropriée à la configuration des mouvements sociaux émergents, peu politisés et peu expérimentés. D'une part, le réseau est constitué selon un modèle très souple de coordination des luttes laissant une grande autonomie à tous les participants.

D'autre part, il répond à des problèmes pragmatiques que renvoie la population et cherchent à obtenir des résultats concrets, à élaborer des réponses constructives. Ceci, autant que l'absence de lourdes hiérarchie et discipline, la liberté des discussions, et l'absence de claire affiliation partisane sont autant de facteurs attrayants de ces coalitions pour les initiatives citoyennes de base.

Au-delà de l'Union SKS, des réseaux très divers et de dimension variable se développent dans tout le pays, témoignant d'une réelle dynamique de coopération et d'établissement de liens de solidarité inter-catégorielle et géographique. Le plus fréquemment, ces réseaux sont organisés par thématique (le mouvement des habitants des foyers des travailleurs, le mouvement des automobilistes, le mouvement «Éducation pour tous», etc). Les réseaux inter-thématiques s'organisent le plus souvent dans le cadre d'une ville (les comités de coordination aux dénominations diverses).

* Carine Clément est une chercheuse basée à Moscou associée au Forum social de Russie.

Forum social mondial Nairobi 2007 : l'heure de sortir des sentiers battus

Lors des premières éditions du Forum social mondial à Porto Alegre, les Africains n'étaient qu'une trentaine, noyés parmi plusieurs dizaines de milliers de personnes. À la quatrième édition à Mumbai (2004), leur délégation était plus fournie, mais ils n'étaient guère plus de 500 dans une marée d'altermondialistes qui dépassaient la centaine de milliers. Plus tard cependant, les organisations africaines ont demandé que le FSM se tienne en Afrique. Malgré le scepticisme des uns et des autres jusque parmi les délégués africains eux-mêmes à pouvoir accueillir une telle mobilisation populaire sur le continent, la requête a accroché. La tenue du FSM en Afrique deviendra réalité en 2007. Il reviendra au Kenya de l'accueillir. Derrière l'enthousiasme, les défis ne manquent pas aux Africains.

*Par Mouhamadou Tidiane KASSE **

Un démarrage laborieux

Jusqu'au Forum social mondial polycentrique de Bamako, en janvier 2006, les rendez-vous du mouvement social africain n'ont jamais été que des conclaves quasi confidentiels. Le Forum social africain de Lusaka, en décembre 2004, n'a guère polarisé plus de mille personnes. Pour organiser une marche dans les rues de Lusaka, il n'y avait pas plus d'une cinquantaine de personnes. Une interdiction de manifester fera d'ailleurs avorter la procession squelettique qui n'avait pas parcouru 500 mètres hors du centre de conférence.

Le premier Forum social ouest-africain de Conakry (novembre 2004) avait laissé entrevoir d'intéressantes capacités de mobilisation locale (environ 2000 personnes), mais d'un événement à un autre, le mouvement social africain manifeste à ce niveau des limites récurrentes qui restreignent sa portée. Le manque d'ancrage populaire est évident. Nulle part, en dehors du dernier FSM de Bamako qui a revendiqué quelque 30 000 participants, l'événement n'a pu constituer un temps fort dans l'agenda local.

FSM - FÉVRIER 2005



Comme s'il y avait une rupture entre le quotidien des populations et ce bouillonnement en vase clos.

Le mouvement social africain manque encore de visibilité, même si la pertinence des idées, des causes défendues et des mobilisations initiées répond aux principales urgences qui interpellent l'Afrique dans la construction d'un monde meilleur. En fait, les passerelles tardent à se mettre en place pour permettre à cette dynamique d'irradier jusqu'à la base et offrir une mobilisation réellement populaire.

D'un rendez-vous à un autre, le débat peine à sortir du cercle des initiés. Les panels rassemblent pour l'essentiel les mêmes personnes, ressassant des idées plusieurs fois partagées ensemble, peinant à avoir un ancrage sur le réel. La forme d'organisation mérite d'être interrogée, les acteurs à mettre en scène gagneraient aussi à être reconsidérés.

Mise en orbite

Membre du Forum social marocain, Said Saadi laissait entendre au Forum social africain de Lusaka la nécessité d'un changement : « nous sommes à un tournant après trois éditions. Le forum doit se renforcer en s'ouvrant à tous les autres groupes qui luttent sur le terrain. Les syndicats par exemple. Il faut éviter d'apparaître comme un groupe d'ONG qui aime voyager et qui ne travaille pas sur le terrain. La tenue du forum doit être un moment de dresser le bilan et de tracer le programme de lutte pour les années à venir, avec un chronogramme précis. » Dans le même tempo, Abdouramane Ousmane du groupe Alternative-Niger ajoutait : « Il est temps qu'on développe des alternatives qui prennent en compte les aspirations des populations à la base, avec un ancrage démocratique qui leur donnera toute leur légitimité ».

Le Forum social reste bien sûr un espace où la participation ne se prédétermine pas. Il s'agit de convergences que nul ne cherche à formater, mais à organiser de manière à ce que les idées se fécondent réciproquement et que les expériences d'ici puissent inspirer les mutations d'ailleurs. Mais des tendances peuvent être favorisées. Les ruptures ne peuvent être réelles sans que les véritables acteurs du changement ne soient au cœur du processus. Que ce soient les syndicats où les mouvements paysans, les forces sociales aujourd'hui organisées en Afrique sont fort peu présentes. Les thématiques discutées dans les panels et ateliers les englobent, le futur d'un « autre monde possible » se dessine à travers leurs perspectives, mais leur dynamique propre ne se fait pas sentir.

Depuis cinq ans qu'elle se structure dans l'altermondialisme, le mouvement social africain n'a pas encore identifié le moteur de sa mise en orbite. Des acteurs clés du changement sont identifiés, les pesanteurs et les voies de « libération » sont spécifiées, mais les forces qui peuvent s'appropriier la dynamique restent marginales par rapport à l'événement. Le « Tribunal des femmes » lancé à Lusaka en 2004, repris à Bamako en 2006, peut-il pousser à la mobilisation qui changera la condition de la femme, au-delà des dénonciations et des condamnations habituelles des violences et les négations de droits de toutes sortes qui, à force d'être ressassées, risquent de finir en anecdotes. ? Le « Forum des jeunes » sera-t-il cet espace de conscientisation où l'avenir

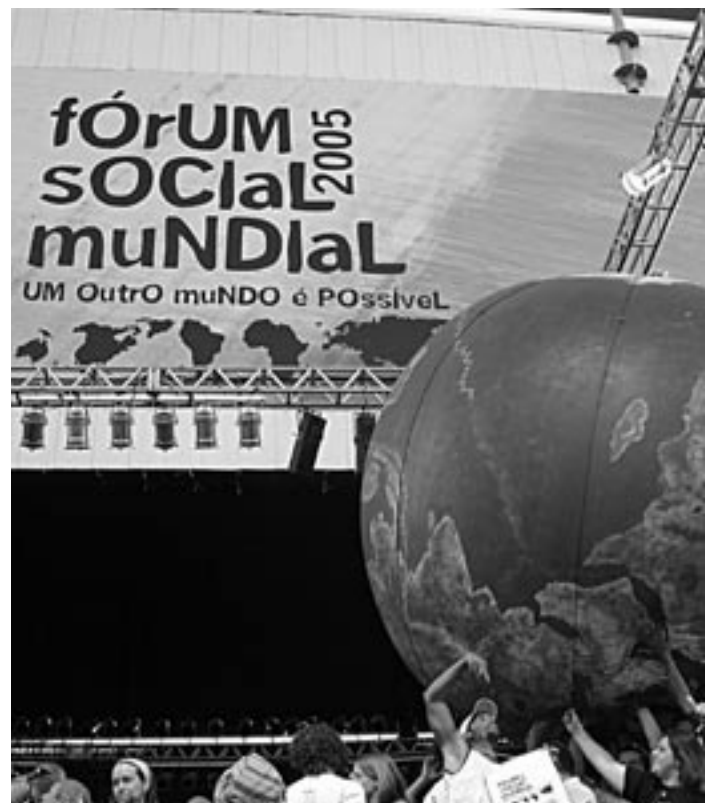
se construira une identité autour de valeurs en rupture avec les politiques aujourd'hui dénoncées ? La fougue est souvent dans le discours, mais le chemin du changement n'est ni encombré ni clairement balisé.

De Bamako à Nairobi

En prenant le flambeau à Bamako en janvier, le mouvement social kenyan se trouve devant un chantier où il y a encore beaucoup à faire. Au niveau de la structuration du mouvement social africain comme au niveau de la conscientisation et de la mobilisation des forces sociales. A l'intérieur des pays, mais aussi dans la dynamique de solidarité régionale.

De Bamako à Nairobi, un des mots d'ordre est de favoriser des « passerelles » pour donner une réalité voire une identité au mouvement social africain. De bâtir une solidarité continentale qui dépasse les clivages linguistiques et les accointances sous-régionales qui ont beaucoup marqué l'évolution du FSA à travers des polémiques et des conflits internes. Bamako a aussi identifié une piste : au-delà de toutes les résistances politiques, culturelles, économiques, sociales qui fondent l'altermondialisme, un des enjeux de Nairobi sera de relancer le processus d'établissement d'une Charte de l'unité des peuples et du futur africain, dont les bases avaient été posées il y a seize à Arusha. D'ici là, un processus consultatif doit se mettre en place à travers tous les fora sociaux et au niveau des mouvements sociaux, avant d'aboutir à des rencontres de réflexion et de synthèse et une assemblée de validation à Nairobi en 2007.

* Mouhamadou Tidiane KASSE coordonne Flamme d'Afrique, un quotidien publié par Ipao et Enda. Abrégé du texte original publié par Pambazuka News (<http://www.pambazuka.org/fr/>)



Le mouvement altermondialiste et le mouvement de la décolonisation

Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques-unes des questions posées par ce débat. Je le ferai en contrepoint aux débats stratégiques de la décolonisation en insistant sur l'analyse de la période, la question des bases sociales et des alliances. Il s'agit donc ici d'identifier quelques-unes des questions qu'il est nécessaire d'aborder pour réfléchir sur les perspectives du mouvement altermondialiste ; la compréhension de ces questions gagnerait beaucoup à une compréhension de la manière dont elles ont été prises en compte par le mouvement de la décolonisation.

*Par Gustave Massiah **

L'analyse de la période et l'état des lieux du mouvement.

Le mouvement altermondialiste est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il combine plusieurs démarches : la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la négociation en situation. Ce mouvement articule plusieurs formes d'expression : les luttes ; les pratiques solidaires ; les réflexions et l'élaboration. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.

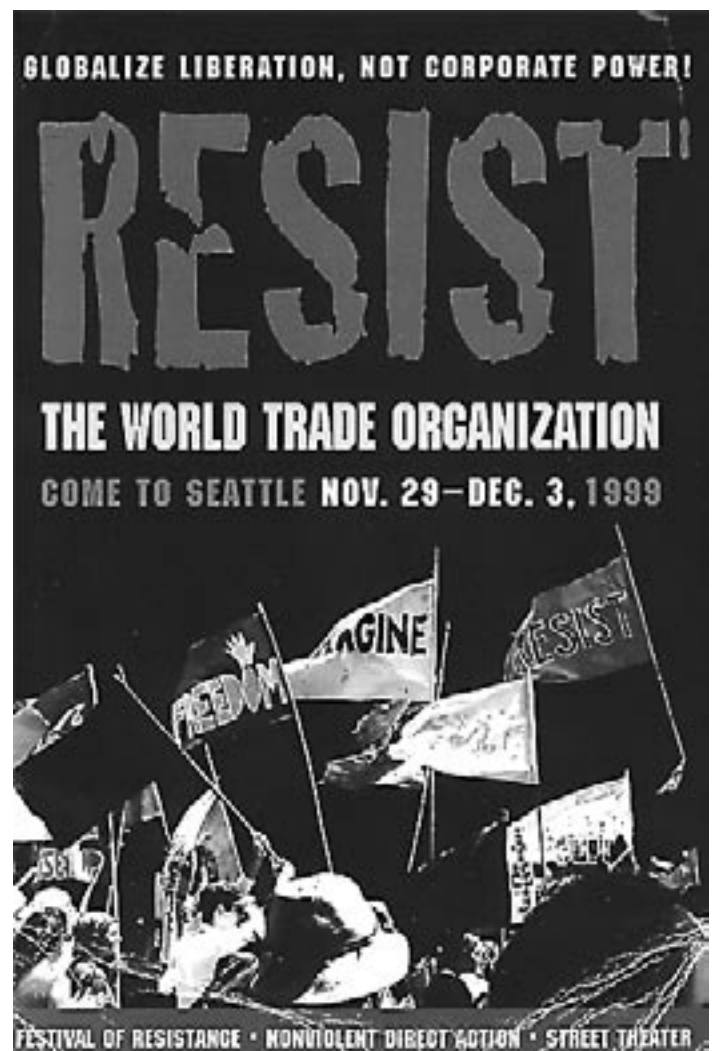
Le mouvement altermondialiste est marqué par la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo-libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison aux conflits et aux guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur liaison au productivisme et à la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur liaison aux idéologies sécuritaires et aux doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liaisons entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime liaison entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo-libérale, au début des années 80, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque Mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (le G8, FMI et Banque Mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause

des systèmes de protection sociale. À partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

La période de la décolonisation a été aussi marquée par une très grande diversité des courants de pensée et des formes d'expression, même si aujourd'hui les représentations privilégient des classements simples qui se réfèrent à des évidences peu discutées.

Le mouvement de la décolonisation est marqué par la prise de conscience du caractère inacceptable du fait colonial et de sa nature. La mondialisation n'est pas absente des débats, elle est liée à l'approche géopolitique des empires coloniaux et de la concurrence inter-impérialiste. Elle laissera place dès les années vingt à la représentation Est-Ouest. La dimension dominante est la



dimension nationale et étatique ; c'est elle qui porte l'espoir d'émancipation. Elle entraîne une certaine méfiance par rapport au local. Le niveau des grandes régions reste une référence aux ensembles précoloniaux et pré-capitalistes (l'unité africaine, l'unité arabe, etc.) Les projets de libération nationale y font référence comme à une dimension nécessaire, à la fois lointaine et nostalgique.

Le rapport à la guerre et aux conflits est très différent d'aujourd'hui. La lutte armée paraît inéluctable et marque la discussion sur « le terrorisme ». Les guerres aussi sont intériorisées ; ne dit-on pas en 1914 « le socialisme empêchera la guerre ou alors, la guerre débouchera sur le socialisme ». L'irruption du nucléaire forcera à la coexistence pacifique. Deux des questions majeures aujourd'hui seront explicitées dans leur forme actuelle dans la période post-coloniale. Les limites écologiques sont directement liées au modèle productiviste partagé par les régimes capitalistes et ceux qui affichent leur volonté de dépasser le capitalisme. Les libertés démocratiques s'imposeront à partir du mouvement historique de la fin des années soixante (en 1968, Tchécoslovaquie, France, Mexique, etc.) qui cherche à réconcilier les dimensions individuelles et collectives.

Le projet altermondialiste

La mouvance altermondialiste dans ses différentes significations est porteuse d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». Contrairement à ce que nous serinent ces affirmations doctrinaires, nous ne pensons pas que le système dominant est indépassable et que les luttes sociales sont dérisoires à l'échelle des millénaires.

La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour des caractéristiques de sa formation (la convergence des mouvements) et de son orientation (l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix, à la démocratie). La mouvance altermondialiste résulte de la convergence des mouvements de solidarité. Le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions.

À travers les forums, une orientation commune se dégage, celle de l'accès pour tous aux droits, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement au marché mondial par la régulation par le marché des capitaux. À l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Cette orientation commune se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans une évolution de chacun des mouvements. La référence à l'accès aux droits pour tous impregne les mouvements. Pour citer quelques exemples, Amnistie International a décidé, il y a trois ans, de prendre en charge la

défense des droits économiques, sociaux et culturels ; Médecins du Monde définit ses objectifs par rapport au droit à la santé ; les syndicats mettent en avant les quatre droits fondamentaux de l'OIT ; Via Campesina prend en compte la défense de la paysannerie, de la souveraineté alimentaire, des risques écologiques et scientifiques ; etc.

Ces perspectives se situent dans les chantiers qui sont portés par le mouvement altermondialiste, qui l'ont précédé et préparé mais qu'il a permis de réorienter. Citons par exemple la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ; le cadre institutionnel de la mondialisation et le réforme radicale des institutions internationales ; la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ; l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ; le marché mondial et les échanges internationaux ; l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ; la redistribution par les taxes globales ; l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire ; etc.

Le mouvement de la décolonisation a été porteur du refus de la fatalité. Il a porté un nouvel espoir à l'échelle de l'Humanité. L'affirmation que chaque peuple avait le droit d'être porteur de son avenir et de l'avenir de l'Humanité. Il a remis en cause l'idée que le progrès consistait à s'assimiler à la civilisation portée par les colonisateurs et imposée, pour leur bien, aux colonisés.

La libération nationale était la condition pour une libération sociale. Elle mettait en avant, pour chaque peuple et pour tous les peuples, le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et au droit de construire son Etat. Le modèle de développement a été celui de l'indépendance nationale. Le système international devait être modifié pour permettre et faciliter ce projet. La crise de la décolonisation résulte de la rupture entre la libération politique et la libération sociale. Elle est la conséquence d'une stratégie de reprise en main par les puissances dominantes, pour l'essentiel les anciennes puissances coloniales, à partir du contrôle du système international et de l'imposition d'un modèle de développement, de l'ajustement de chaque société au marché mondial à travers les programmes d'ajustement structurel. L'arme politique qui a forcé à l'ajustement est la gestion de la crise de la dette, organisée par le groupe des sept et négociée au cas par cas. Mais cette reprise en main n'aurait pas pu réussir si elle ne s'était appuyée sur la crise interne des régimes issus de la décolonisation, sur la rupture de l'alliance qui avait permis la décolonisation, sur la corruption et l'absence de libertés et de démocratie des élites au pouvoir dans les Etats indépendants. En renouant avec l'approche par les droits, le mouvement altermondialiste renoue et prolonge le mouvement historique de la décolonisation.

Le débat stratégique

Le mouvement altermondialiste tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. Il interpelle les Etats, comme on a pu le voir à la réunion de l'OMC à Cancun, dans leur nature, dans les politiques nationales qu'ils mènent et dans leur rôle sur la scène internationale. Il pèse sur le sens de la construction des grandes régions en tant

que contre-tendances au néolibéralisme et à l'hégémonie géopolitique.

La représentation dominante restreint les acteurs de la transformation sociale au face à face entre les entreprises et les administrations, le pouvoir économique et le pouvoir politique. Dans la nouvelle période, l'émergence des associations et des collectivités locales renforce le pouvoir citoyen. Proposons de construire une alliance stratégique entre les mouvements et les institutions locales. Nous avons expérimenté à travers les Forums des autorités locales et les Etats Généraux des collectivités locales contre l'AGCS l'intérêt de ce rapprochement. Les politiques locales peuvent aussi illustrer des alternatives (garantie de l'accès pour tous par les services publics locaux, financement et redistribution par les taxes locales, nationales et globales, satisfaction des besoins des habitants à travers les marchés intérieurs non subordonnés au tout exportation, articulation à travers un contrôle citoyen de la démocratie participative et de la démocratie représentative, citoyenneté de résidence, priorité à l'emploi et aux activités locales, préservation de l'environnement, etc.)

La question des alliances est constante. Avec des succès variables, le mouvement combine plusieurs approches qui constituent l'espace de ses alliances, nationales et mondiales. Il s'inscrit dans des alliances larges dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-guerre et les alliances antifasciste. Elles ont l'avantage d'être larges, mais elles négligent la construction des

alternatives. Il est interpellé par des alliances plus radicales dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-capitalistes et les alliances anti-productivistes. Elles ont l'avantage de se soucier des causes et donc d'être toujours nécessaires, mais elles sont souvent fermées et ne sont pas suffisantes. Le mouvement est confronté à la question des alliances correspondant à la période, aux alliances avec ceux qui refusent le cours néo-libéral, et notamment les nouveaux-keynésiens. Mais, une alliance n'est pas un ralliement, elle comporte aussi sa part de critique ; cette critique passe par le deuil des deux projets de référence de la période précédente, le soviétisme et le keynésianisme.

Le mouvement de la décolonisation a su définir des alliances internes correspondant à des situations spécifiques et qui ont débouché sur des régimes de nature diverse. Les questions débattues, à la lumière des interrogations générales et des situations spécifiques, restent d'une actualité certaine. À titre d'exemple, la question de la bourgeoisie nationale par référence aux bourgeoisies compradore, la place des mouvements ouvriers et l'alliance entre ouvriers et paysans, la nature des paysanneries, le rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle et des fonctionnaires, la place des armées. Au niveau international, il faut rappeler que les années vingt ont été marquées par les luttes ouvrières et paysannes, les luttes de libération nationale, la révolution de 1917 et les luttes antifascistes. L'alliance stratégique définie au Congrès des Peuples d'Orient en 1920 à Bakou, et au Congrès des peuples opprimés à Bruxelles en 1927 va relier les deux mouvements d'émancipation, nationale et anti-coloniale, sociale et ouvrière.

UNE PLANCHE DE TINTIN AU CONGO PUBLIÉ EN 1931



Cette alliance va porter la décolonisation. Elle ne permettra pas de définir la libération sociale après les indépendances et ne résistera pas à la sous-estimation dramatique de la question de la démocratie, à la rupture entre la Chine et l'Union Soviétique, à la course aux armements, au rétablissement fordiste et keynésien des centres capitalistes, à l'échec de ce que Samir Amin préfère appeler soviétisme pour ne pas le confondre avec le socialisme. La question des alliances internationales est aujourd'hui ouverte, le mouvement altermondialiste esquisse une nouvelle approche qui inclut la contradiction Nord-Sud sans s'y limiter.

La question fondamentale du débat stratégique a très bien été formulée par Immanuel Wallerstein. Il indique que l'équation stratégique qui a permis la transition du féodalisme au socialisme préconisait : il faut construire un parti, pour conquérir l'Etat, pour transformer la société. Cette équation a été confirmée après plusieurs dizaines d'années de débat entre anarchistes, socialistes utopistes et marxistes. Ce débat est aujourd'hui ouvert. Les partis construits pour conquérir l'Etat sont déjà des parti-état et souffrent du rejet des « classes politiques » confrontées à la dérive gestionnaire et aux limites démocratiques. Les Etats sont contestés par la mondialisation économique, d'une part, et par le désir de démocratie de proximité des citoyens, de l'autre. Les Etats ne sont pas le seul acteur de la transformation sociale, même s'il continue à en être un acteur stratégique et essentiel. De là résulte les discussions sur la société civile, appellation commode et ambiguë. La difficulté de généralisation de la forme d'Etat-Nation correspondrait donc à des questions, fondamentales et contradictoires, qui sont au cœur des débats. Ce débat interroge les formes du politique et de la transformation sociale. Il recoupe les interrogations sur la culture politique des mouvements, les questions de l'organisation, du pouvoir, de la hiérarchie, de l'autorité amorcée dans les mouvements de la fin des années soixante.

Les perspectives du mouvement altermondialiste

L'hypothèse de travail est que la phase « néolibérale » de la mondialisation, que je définirai comme une phase de reconquête, est une phase de transition qui est probablement en voie d'achèvement. Trois scénarios définissent les successions possibles. Il s'agit de pointer les cohérences correspondant à des modèles et à des modes de pensée économique et politique et non de scénarios d'évolution des situations.

Le scénario néo-conservateur : De 1980 à aujourd'hui, nous assistons au renforcement du modèle néo-conservateur. De 1980 à 1989, c'est la période de l'expérimentation et de la montée en puissance, à partir de 1989, nous sommes dans la revanche sociale. En 1995, commence à émerger et à s'organiser un mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste. En 2001, les attentats de New York accélèrent le virage néo-conservateur. La nomination de M. Wolfowitz à la présidence de la Banque Mondiale est symbolique de cette évolution.

Ce scénario correspond à un monde de guerre ; la concurrence économique se pense comme la guerre, y compris la guerre préventive. Quand on voit la montée des fondamentalismes, des mouvements intégristes et évangélistes dans le monde, on comprend bien ce que signifie une révolution conservatrice. Permettez-moi de citer Gramsci, qui annonçait de manière assez terrible dans ses années de prison : « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

Le scénario altermondialiste : Il avance la proposition de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie. Il peut être considéré comme utopiste, mais une utopie peut-être la réalité de demain. Il se construit comme une utopie concrète et sert de référence à de nouveaux idéaux et de nouveaux possibles. Il pèse déjà sur les réalités d'aujourd'hui par l'action des mouvements qui s'y réfèrent.

Le scénario des nouveaux keynésiens : Il correspond au retour à des formes de régulation publique économique et sociale. Le néolibéralisme a mené l'attaque frontale contre les politiques keynésiennes qu'on qualifie aussi de fordiste, sociale- libérales ou de l'Etat social. Le modèle européen était directement visé. On peut faire l'hypothèse que la capacité d'intervention du keynésianisme, comme proposition de régulation, n'avait pas été complètement épuisée. Il reste à réfléchir à des politiques keynésiennes fonctionnant en économie ouverte et à l'échelle mondiale, et non de reprendre l'idée des politiques keynésiennes telles qu'elles ont pu fonctionner auparavant. Ce troisième scénario progresse. C'est probablement là-dessus que s'est opérée la rupture entre Joseph Stiglitz et la Banque Mondiale. J. Stiglitz, partant de l'expérience de libéralisation en Russie conduite suivant les préceptes du néo-libéralisme à la Friedman (il n'y a qu'à laisser jouer les marchés) a affirmé qu'il faut un Etat, même pour libéraliser. Si on ne veut pas la généralisation du capitalisme maffieux, la voie chinoise est préférable à la voie russe.

Chacun de ces modèles s'analyse en cohérence avec des appuis sociaux et des alliances entre des catégories sociales. Il n'y a pas d'automatisme dans le rapport entre les projets et les bases sociales, mais il y a de fortes relations ; on ne peut pas apprécier et comprendre un projet en dehors de ses soubassements sociaux et de ses conséquences sociales. Les modèles formalisent des projets qui se définissent comme des réponses aux contradictions sociales.

De ce point de vue, le premier scénario est porté par des courants régressifs, néoconservateurs, fondamentalistes, intégristes, qui malheureusement progressent beaucoup dans le monde. Le deuxième scénario est porté par le courant, altermondialiste, par la convergence des mouvements qui a été présentée plus haut et qui s'est engagé dans la construction d'un nouveau mouvement social et citoyen. Le troisième scénario est porté par des couches, sociales confrontées à la précarisation et par une partie des couches moyennes, qui ont été particulièrement visées par la « reprise en main » néolibérale. Les bases sociales des différentes approches ne sont pas disjointes ; des projets différents peuvent tenter les mêmes catégories.

Ces scénarios ne sont pas des scénarios d'anticipation ou de prévisions, ce sont des scénarios sur les courants de pensée possibles. Le conflit entre ces courants participera à la construction d'une nouvelle pensée économique, sociale et politique. Aujourd'hui, il existe un rapprochement entre les courants altermondialistes et des nouveaux-keynésiens contre le courant néo-conservateurs. Jusqu'où peut aller ce rapprochement, qui en tirera les fruits et comment pourra être caractérisée et appréciée la logique qui en résultera ? L'histoire reste à écrire et dépend de nos mobilisations.

* Gustave Massiah est le président d'Alternatives International et préside également la coordination des ONG françaises, le CRID.

Niger : Forces et faiblesses du mouvement social

L'avènement de la démocratie au Niger s'est accompagné de la floraison sur l'espace politique d'une multitude d'associations, de syndicats et d'ONG. Très engagée au départ, cette floraison a au fur et à mesure perdu de son dynamisme au point où, aujourd'hui, l'on se demande s'il existe encore une société civile digne de ce nom.

Par Souley Adj

Pour mieux saisir le déclin de la société civile nigérienne, il importe sans doute de remonter à l'avènement du régime du Général Baré. A l'annonce du coup d'État du 27 janvier 1996, la société civile était comme tétanisée, tellement son silence tranchait avec le tollé qu'elle soulevait auparavant pour la moindre coupure d'électricité aux usagers pour non paiement de factures. La presse a d'ailleurs ironiquement parlé à l'époque de société putschiste. Très vite, les différents acteurs de cette société civile ont rivalisé d'imagination pour s'introduire à l'État-major de l'armée lorsqu'ils ne se répandaient pas sur les ondes des médias pour «comprendre» les putschistes. Le coup d'État leur paraissait comme la moins mauvaise des issues comparative-ment à la crise au sein de l'Exécutif. Qu'il s'agisse des syndicats à forte légitimité historique comme l'Union des Syndicats des Travailleurs du Niger ou l'Union des Scolaires Nigériens, qu'il s'agisse encore des associations de défense des droits de l'homme et de la démocratie, toutes avaient d'une manière ou d'une autre approuvé d'un hochement de tête le renversement de la IIIème République, avant de se rétracter graduellement. Alors même que les autorités politiques déchuées étaient déportées dans un camp militaire, rares étaient les structures qui avaient énergiquement condamné les abus et exactions du nouveau pouvoir.

Souvenir d'une époque militante

Cette lente décomposition de la société civile, amorcée au lendemain du coup d'Etat de janvier 1996, peut surprendre quand on se rappelle qu'à son émergence en 1990, celle-ci avait un projet ambitieux, de nature quelque peu messianique même : abattre le parti-État, instaurer un nouvel ordre politique, créer une nouvelle société dont les valeurs cardinales seraient la justice, la citoyenneté, la démocratie et la bonne gouvernance. Il s'agissait également de redonner au pays sa souveraineté, malmenée par la France et les institutions financières internationales et leurs politiques économiques. Car, la société civile avait en filigrane une autre prétention : la prétention cathartique, autrement dit, la velléité des acteurs à initier des projets et à développer des actes susceptibles de recréer une citoyenneté, de démystifier le pouvoir notamment l'uniforme militaire. L'objectif était de libérer le peuple de ses peurs, angoisses et frustrations. En cela, la tenue de la Conférence nationale particulièrement peut être lue comme un moment crucial de cette catharsis libératrice. Celle-ci a ainsi pu voir des barons de l'ancien régime, civils et militaires, trembler de peur lors des interrogatoires dans la salle de conférence, ou encore des jeunes et des femmes, jusque-là inconnus, décider de l'ordre du jour. Si à son éclosion, La société civile

nigérienne faisait donc effectivement preuve à la fois d'esprit d'initiative, d'indépendance et d'engagement envers la défense des valeurs de civilisation, elle a au fil du temps perdu de son éclat et de son influence. Quelles en sont fondamentalement les raisons qui ont conduit à la quasi dégénérescence des structures de la société civile ? Quelles en seraient les perspectives ?

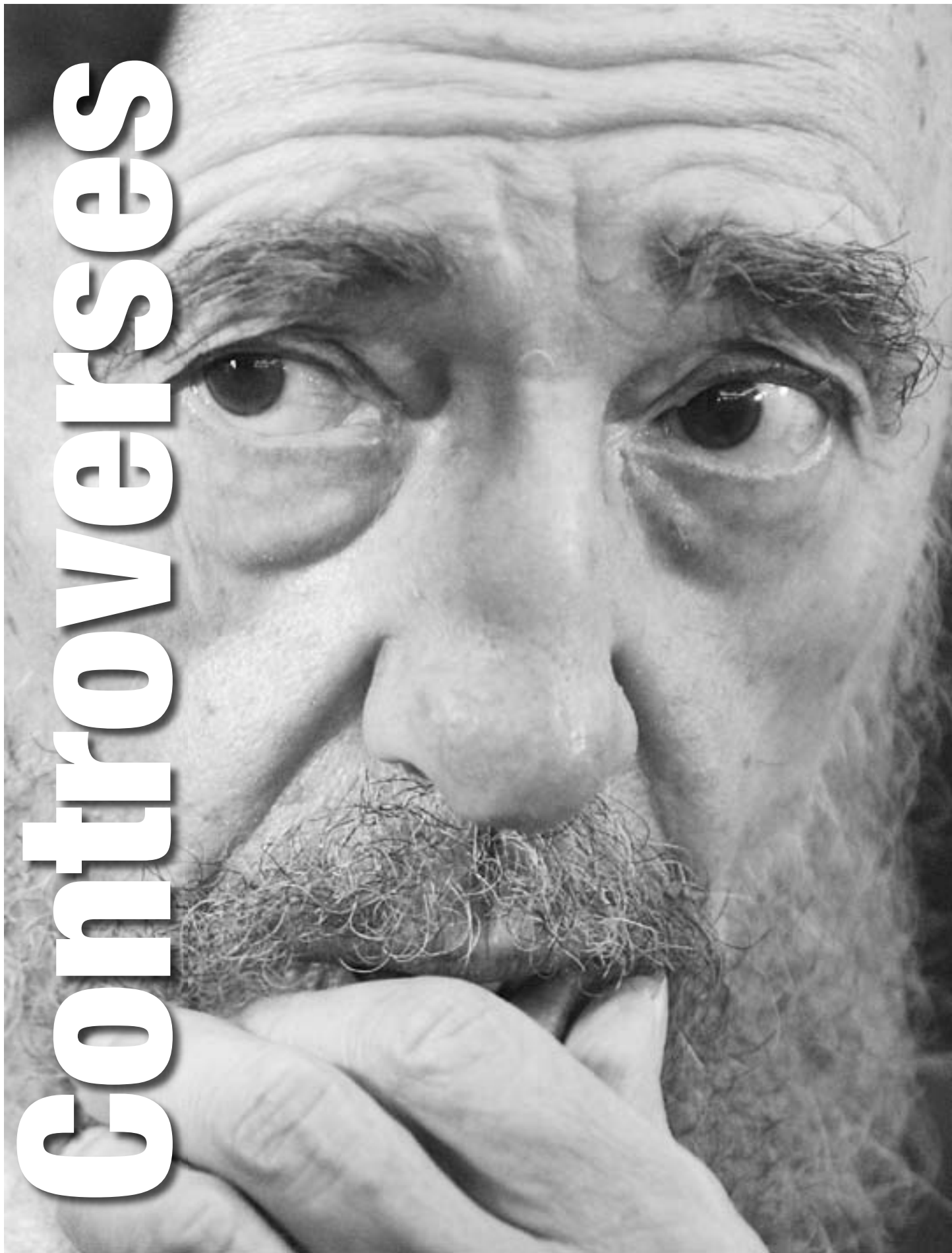
Des associations en mal d'identité

Beaucoup d'associations ne semblent en cela avoir aucune personnalité propre ni d'objectifs précis et différenciés. Cela atteste non seulement du manque ou de l'insuffisance de la démocratie interne au sein de ces associations, dont les responsables, une fois désignés, restent sauf cas rares, présidents à vie ; d'autre part, du faible impact qu'ont ces associations sur l'opinion ou sur le gouvernement, puisqu'il s'agit en effet, plutôt d'une position individuelle que collective. Partant, l'image de ces associations semble être le reflet de celle de leurs leaders plutôt que celle d'une structure morale reconnue pour son combat ou son intégrité par exemple. Étant donné que leurs animateurs sont publiquement connus pour être proches ou militants de telle formation ou de telles autres coteries, les associations revêtent une coloration politique. Or, certains de leurs animateurs passent, aux yeux du public, pour des déçus ou des frustrés de la Conférence Nationale (1991) étant donné que leur participation à celle-ci n'a pas toujours été politiquement capitalisée. A défaut d'obtenir un poste convoité, de créer ou de se positionner dans un parti politique pour en tirer bénéfice, ils ont choisi de s'investir opportunément dans la poursuite de cette mission, ce qui rend leurs prises de position intéressées sinon de pure forme.

Il faut pour compléter le tableau examiner d'autres dimensions. Au Niger, les structures semblent privilégier le plus souvent les revendications ponctuelles, de courte portée, et une fois que celles-ci paraissent satisfaites, on cesse toute activité, faute justement de problématique légitime globale procédant et se fondant sur une organisation de la société, autre que celle qui prévaut. Par exemple, au-delà de la revendication particulière sur les droits des femmes, il serait pertinent d'élaborer et travailler sur une problématique susceptible de changer radicalement le sort des femmes, mais aussi de toutes les autres composantes sociales. Par ailleurs, les associations de la société civile nigérienne sont qualitativement diminuées de point de vue du principe d'identité. Elles le sont encore davantage relativement au principe d'opposition. Ainsi, il est courant de voir des centrales syndicales avoir pour principaux adversaires d'autres centrales syndicales. Parallèlement, on constate que peu d'associations prennent en charge non pas seulement les préoccupations internes, locales au mouvement social, mais aussi de donner au combat, une dimension transfrontalière voire universelle. Le rôle des acteurs sociaux paraît donc très déterminant car de leurs intelligences, énergies et engagements dépendent pour une bonne part une société civile forte et au-delà un mouvement social durable.

* Souley Adj enseigne à l'Université de Niamey et collabore au groupe Alternative-Niger.

Controverses



L'avenir de Cuba et les vaines illusions de Washington

Par Salim Lamrani *

Le 31 juillet 2006, un sérieux problème de santé a frappé le président cubain Fidel Castro. Ce dernier a été contraint de céder, de manière provisoire, ses pouvoirs au vice-président Raúl Castro, en vertu de l'article 94 de la Constitution cubaine. Cet événement a ravivé les convoitises de Washington et de l'extrême droite cubaine sur l'île des Caraïbes, désireux de reprendre le contrôle du pays. Face à cette menace réelle, huit prix Nobel ainsi que plus de 400 personnalités publiques du monde entier ont lancé un appel au respect de la souveraineté de Cuba ¹.

Des scènes de liesse, amplement médiatisées mais limitées à 2 000 personnes sur les quelques 800 000 Cubains qui résident en Floride, ont éclaté dans les rues de Miami. Ces célébrations ont été très mal perçues par la population de l'île. Elles n'ont fait que détériorer l'image déjà passablement écornée de la communauté cubaine de Floride, réputée, pour une partie d'entre elle, pour son extrémisme et son intolérance. Les manifestations de joie, frôlant parfois l'hystérie, ont été en parfait contraste avec le calme et la sérénité observés à Cuba ².

La Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), la plus importante organisation d'extrême droite de Floride, qui prétend officiellement mener un combat en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, a vainement lancé un appel à l'armée cubaine la conjurant d'orchestrer un coup d'État. « Raúl [Castro] n'est pas acceptable », a affirmé son président Jorge Mas Santos, qui a également incité la population à se rebeller ³.

Washington a immédiatement rejeté la prise de pouvoir de Raúl Castro et a déclaré travailler activement pour renverser le gouvernement intérimaire. « Dans ces moments d'incertitude une chose est sûre : les États-Unis sont complètement engagés dans le soutien des aspirations de démocratie et de liberté du peuple cubain », a signalé le président George W. Bush ⁴.

Le représentant républicain de Floride, Lincoln Diaz Balart, a également lancé un appel au soulèvement. « Le temps est venu à Cuba pour une campagne de résistance civique et de désobéissance civique », a-t-il assuré, s'ingérant ainsi dans les affaires internes cubaines ⁵. La congressiste Ileana Ros-Lehtinen a partagé cet avis : « C'est le moment. Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de perdre du temps à cause de la bureaucratie pendant que les événements à Cuba se développent rapidement ⁶ ».

La secrétaire d'État a conjuré la communauté internationale de faire pression sur le gouvernement cubain en vue d'une éventuelle transition vers une société capitaliste. « Nous prions instamment toutes les nations démocratiques à se joindre pour demander la libération des prisonniers politiques, la restauration de leurs libertés fondamentales et une transition qui conduise rapidement à des élections multipartites. Nous suivons de très près les événements à Cuba où beaucoup de choses sont en train de changer », a-t-elle affirmé ⁷.

Mais, contrairement à son vœu, les manifestations de soutien et de sympathie envers le leader cubain se sont multipliées aussi bien à l'intérieur de l'île qu'à travers le monde. La plupart des dirigeants latino-américains tels que Hugo Chávez du Venezuela, Evo Morales de Bolivie, Michèle Bachelet du Chili, Lula du Brésil et Vicente Fox du Mexique, entre autres, ont tous souhaité un prompt rétablissement au président cubain. Ils ont été suivis par les dirigeants chinois, algérien, pakistanais, espagnol et bien d'autres chefs d'État du monde entier ⁸.

« Nous avons des informations fiables sur [sa] guérison franche et notable », s'est réjoui le président Hugo Chávez, qui a salué son « grand camarade et leader socialiste ». « Il est plus qu'un grand frère, il est un peu le père de nous tous, les révolutionnaires de ce continent, et nous serons toujours à ses côtés », a souligné le leader vénézuélien ⁹.

Même le Guatemala, l'un des plus fidèles alliés de Washington, a rejeté la proposition de l'administration Bush. Lors de la visite du ministre cubain de la Santé, José Ramón Balaguer, qui s'est

FIDEL CASTRO ET HUGO CHAVEZ



déplacé pour inaugurer un hôpital, le président guatémaltèque Oscar Berger a souhaité une « une prompte guérison au président cubain, le grand sponsor de cet hôpital », où travailleront de manière bénévole et gratuite 23 des 600 médecins cubains présents dans le pays. Il a également ajouté que « beaucoup de Guatémaltèques ont retrouvé la vue grâce aux médecins cubains ». « Partout où nous allons, nous trouvons ces 600 docteurs courageux qui vont là où les services de santé ne vont pas. Je souhaite remercier Cuba pour sa collaboration dans la formation de médecins guatémaltèques », a conclu le dirigeant d'Amérique centrale ¹⁰.

L'Église catholique cubaine a exhorté ses fidèles à prier pour le bon rétablissement de Fidel Castro. « Que Dieu accompagne le gouvernant cubain dans sa maladie et illumine son frère », souligne le communiqué officiel. Le cardinal Jaime Ortega, la plus haute autorité religieuse de l'Île a rejeté l'ingérence étasunienne : « Jamais l'Église de Cuba ne soutiendrait, ni même accepterait de quelque façon que ce soit une intervention étrangère, ça jamais ! », s'est-il exclamé ¹¹.

Les États-Unis ont accru les transmissions radiales et télévisées de programmes subversifs de Radio et TV Martí vers Cuba, en violation de la législation internationale. Le Bureau des transmissions à Cuba a indiqué que désormais les programmes seraient diffusés six fois par semaine au lieu d'une fois jusqu'à présent. Un nouvel avion G-1 a spécialement été affrété pour cela. Le Congrès a octroyé un budget de 28 millions de dollars pour l'année 2006 à Radio et TV Martí pour inciter la population cubaine à se soulever contre les autorités ¹².



Le Président Bush a tenu à rassurer l'extrême droite de Floride quant à ses intentions sur Cuba, lors d'une conférence de presse tenue au Texas. « Une fois que [la transition aura lieu], les Cubains-américains pourront s'occuper de ce pays et régler le problème de la confiscation de propriétés ». Il est peu probable que ce genre de déclarations rencontre un accueil favorable auprès du peuple cubain, très attaché à ses acquis sociaux et dont 85% est propriétaire de son logement. Mais les propos du locataire de la Maison-Blanche ont au moins le mérite d'être clairs ¹³.

Les tentatives étasuniennes pour isoler Cuba ont rencontré peu d'écho et sont vouées à l'échec. Seule l'Union européenne se prête docilement à la politique d'agression du gouvernement Bush. En effet, Cuba jouit d'un prestige de plus en plus important dans les pays du Tiers-monde grâce aux impressionnantes missions de santé et d'éducation qu'elle y mène, et qui ont permis par exemple à près de 250 000 Latino-américains de retrouver la vue en 2005. La croissance de plus de 10% en 2005, les relations commerciales particulièrement développées avec le Venezuela et la Chine, ainsi que les récentes découvertes de gisements pétroliers au large des côtes cubaines ne font que fortifier l'économie cubaine et contribuent à améliorer le niveau de vie de la population.

Enfin, les spéculations autour de l'avenir de Cuba émanent d'un postulat inexact qui consiste à penser que le processus révolutionnaire cubain repose sur les épaules d'un seul homme, Fidel Castro. En réalité, il s'agit d'un processus profondément ancré au sein de la société cubaine, construit par près de quatre générations de Cubains et sans doute irréversible. Si une éventuelle disparition du président Fidel Castro entraînera sûrement une fracture émotionnelle et affective dans la mesure où il s'agit d'un leader politique, moral et spirituel extrêmement apprécié par la population, elle ne remettra aucunement en cause la structure politique, économique et sociale du pays. Washington peut toujours se bercer de douces illusions.

* Lamrani écrit pour le Réseau d'information sur l'Amérique latine (RISAL)

NOTES:

1. Andrea Rodriguez, « Intelectuales piden respetar soberanía cubana », Associated Press, 7 août 2006.
2. Andrea Rodriguez, « Muchos cubanos en la isla molestos por festejos en Miami », El Nuevo Herald, 2 août 2006.
3. Alejandra Chaparro, « La FNCA lanza un llamado a los militares », El Nuevo Herald, 3 août 2006.
4. Rui Ferreira, « Washington a ciegas con la situación en Cuba », El Nuevo Herald, 4 août 2006.
5. Andres Oppenheimer, « Hostile Words Play Into Castro's Hands », The Miami Herald, 3 août 2006.
6. Rui Ferreira, « Washington advierte a cubanos contra un éxodo o una flotilla », El Nuevo Herald, 3 août 2006.
7. Rui Ferreira, « EEUU rechaza versiones sobre una invasión a Cuba », El Nuevo Herald, 5 août 2006.
8. El Nuevo Herald, « Aliados de Castro en la región expresan optimismo », 6 août 2006.
9. El Nuevo Herald, « Chávez : Fidel Castro está en 'notable recuperación' », 6 août 2006.
10. Juan Carlos Llorca, « Ministro cubano : Castro se 'recupera satisfactoriamente' », Associated Press, 4 août 2006.
11. Rui Ferreira, « EEUU rechaza versiones sobre una invasión a Cuba », op.cit. ; El Nuevo Herald, « Aliados de Castro en la región expresan optimismo », op.cit.
12. Laura Wides-Muñoz, « EEUU intensifica transmisiones de TV Martí a Cuba », Associated Press, 8 août 2006.
13. Rui Ferreira, « Bush traza una línea entre Cuba y el exilio », El Nuevo Herald, 8 août 2006.

Les droits démocratiques à Cuba

Depuis longtemps, la Commission des droits de l'homme de l'ONU adopte des motions condamnant Cuba. Mais devant le lobbying des États-Unis, les pays du Sud dénoncent un argumentaire à géométrie variable - pourquoi Cuba et pas l'Arabie Saoudite ? - et condamnent l'embargo-blocus américain. La phraséologie sur les droits de l'homme est donc suspecte au « Sud ». Elle apparaît au mieux comme un luxe pour pays développés, au pire comme une mascarade hypocrite dans des pays où la dignité élémentaire des hommes, des femmes n'est pas respectée, où les plus pauvres meurent de faim, où les enfants des rues sont assassinés comme à Rio.

Par *Janette Habel* *

A quoi servent les libertés démocratiques ?

Droits sociaux et/ou libertés démocratiques ? Pour justifier les restrictions apportées aux secondes, le gouvernement cubain invoque le « blocus américain », tout en expliquant qu'à Cuba les droits de l'homme - identifiés aux droits sociaux - sont respectés. Certes, cet embargo a des effets déplorablement (largement analysés ailleurs). Mais une fois dit cela, l'argument selon lequel la démocratie sociale serait plus importante que la démocratie politique dans les pays pauvres ne résiste pas à l'examen. Sous réserve de définir ce que l'on entend par démocratie (la crise de la démocratie représentative occidentale invite à réfléchir à des formes nouvelles de participation populaire), nombre d'erreurs commises à Cuba auraient pu être évitées si le débat démocratique entre des choix politiques ou des stratégies alternatives avait été possible, si des voix discordantes avaient pu se faire entendre pour défendre des propositions contradictoires. Citons pour mémoire René Dumont qui critiqua très tôt les structures étatiques adoptées dans l'agriculture en proposant des formes coopératives. Puni pour son audace, il fut accusé d'appartenir à la CIA. Or, depuis 1993, ces coopératives agricoles sont à l'ordre du jour, mais le prix à payer pour les erreurs passées et le temps perdu est colossal. Rappelons également le seul grand débat public organisé par Che Guevara, alors ministre de l'Industrie. Le Che s'est sans doute trompé en défendant une centralisation excessive de l'économie mais sur l'essentiel - la mise en cause du système soviétique et les risques qui en découlaient pour Cuba, risques confirmés quarante ans plus tard. La démocratie politique est donc fonctionnelle pour peu qu'elle permette une information pluraliste, condition d'une réelle prise en charge populaire, et des débats sur les grands choix économiques. Un régime qui se réclame du socialisme ne peut s'en passer sous peine de nourrir la passivité des salariés et son corollaire, la chute de la productivité du travail : des maux qui accablent l'économie cubaine depuis des années (comme ils ont accablé le régime soviétique) et qui compromettent de plus en plus les droits sociaux autrefois conquis.

Les impacts de l'embargo

Deuxième question : la réalité et la gravité de l'embargo justifient-elles l'absence de libertés démocratiques ? En d'autres termes, Cuba est-il un pays en guerre justifiant un régime d'except

tion ? Il y a quelques années, l'Assemblée nationale populaire a défini le blocus économique imposé à Cuba par les États-Unis comme « un crime de génocide ». Or, la guerre d'usure économique que les États-Unis mènent contre l'île n'est pas assimilable à une extermination. L'emphase et l'excès en la matière sont nuisibles et l'exactitude et la rigueur des termes indispensables. Ce d'autant plus que Washington n'a plus pour politique (à la différence des agressions militaires menées dans les années soixante), de renverser le castrisme par une intervention militaire, et ce de l'aveu même de Fidel Castro. Le but reste le même mais la tactique utilisée est plus subtile. Le « Track 2 » fait miroiter les avantages comparatifs de l'« american way of life » et met en évidence les carences de la société cubaine. On ne peut répondre de manière efficace à cette offensive idéologique ni par la répression, ni par le double langage, ni par le contrôle ou la manipulation de l'information.

En affirmant que les droits sociaux sont pérennisés alors que les écoliers manquent de livres et de matériel, les hôpitaux de médicaments et que le plein emploi est compromis par les restructurations des entreprises d'État, le discours officiel perd sa crédibilité : les Cubains appellent cette langue de bois le tequeteque. Dans la jeunesse tout d'abord (près de 50 % de la population), dont l'ardeur révolutionnaire est étouffée. Selon la presse officielle, le désintérêt pour la politique est une des causes principales de la crise des Jeunesses communistes dont le recrutement est en chute libre. Chez les intellectuels ensuite, dont le statut et les moyens dépendent souvent de leur conformisme. L'accès à Internet est restreint et canalisé par des institutions, les voyages sont sous contrôle, la censure ou plutôt l'autocensure omniprésentes.

Dans un essai autobiographique¹, l'écrivain Lisandro Otero qui vit aujourd'hui au Mexique raconte comment la publication d'un article dans le Monde diplomatique en avril 1992 lui coûta son poste et son emploi. L'article n'était pourtant pas le fait d'un contre-révolutionnaire. Il préconisait « une ouverture de l'espace politique et plus de tolérance à l'égard d'une pluralité d'idées ». Sur le plan international enfin, les effets de cette politique sont désastreux. Certes, la faute n'en incombe pas seulement au castrisme, mais il en est en partie responsable. Il est donc temps de dépasser un cadre d'analyse qui omet l'existence de l'impérialisme dans un cas et la responsabilité castriste de l'autre. Une société socialiste suppose plus et pas moins de démocratie, même si celle-ci reste à redéfinir. Rien ne peut justifier l'absence de débats publics au sein et hors du parti. Les droits de l'homme comportent deux volets indissociables, les droits sociaux et les droits démocratiques, l'égalité et la liberté, « l'égaliberté », selon l'expression d'Etienne Balibar. Le socialisme comme principe d'organisation de la société doit définir une conception citoyenne de la démocratie et des droits sociaux. Sous peine d'être voué à l'échec. Telle est la leçon du XXe siècle...

Extrait d'un texte publié par le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (<http://risal.collectifs.net/>). Janette Habel est Maître de conférences à l'université de Marne-la-Vallée et a publié plusieurs ouvrages sur Cuba.

¹ Llover sobre mojado, Mexico, 1999.

L'histoire et Fidel Castro

Par Mario Osava *

Le président de Cuba, Fidel Castro, est en train de quitter la scène quand le drapeau socialiste a déjà disparu dans le monde entier, mais pas l'anti-impérialisme, qui continue probablement à être la plus grande source de cohésion interne et d'influence internationale du régime cubain.

La phrase « l'histoire m'acquittera » acheva la plaidoirie prononcée par Castro lors du procès pour la tentative ratée de soulèvement de 1953 contre le régime de Fulgencio Batista, connue comme l'attaque de la caserne Moncada. Le jeune leader de 27 ans fut emprisonné, mais six ans plus tard il mettrait en déroute la dictature.

Cuba n'a pas réussi à exporter sa révolution à travers ses propres incursions ou le soutien à des groupes armés étrangers, dont l'entraînement de milliers de guérilleros africains et latino-américains. Son rayonnement international cependant est impressionnant pour un petit pays de 11,2 millions d'habitants.

Cette dimension constitue une partie importante d'un bilan de l'« ère Castro », même si un jugement historique sur le leader cubain qui fêtera ce dimanche ses 80 ans [le 13 août 2006, ndlr] sera déterminé principalement par ce qui a été fait à l'intérieur de Cuba et ce qui arrivera dans le futur : l'effondrement, la persistance ou une réforme du système instauré il y a 47 ans.

La tentative la plus connue de promouvoir une insurrection armée hors de l'île caraïbe fut la guérilla avortée en Bolivie, qui a pris fin en 1967 avec la mort de son commandant, l'Argentin Ernesto « Che » Guevara, qui avait renoncé aux postes et aux honneurs de héros et de dirigeant de la Révolution cubaine, pour se consacrer à la lutte dans d'autres pays, accompagné de dizaines de militaires cubains.

« Créer un, deux, trois, mille Vietnam » était alors la consigne pour donner une impulsion à la lutte armée dans de nombreux pays, pour frapper l'impérialisme et soutenir les Vietnamiens qui faisaient face à une intervention croissante de troupes états-uniennes.

Il s'agissait aussi de lutter contre des dictatures militaires soutenues par les États-Unis qui se répandirent à travers l'Amérique latine dans les années 60 et 70.

Dans des pays comme l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay ce furent principalement des guérillas urbaines qui se développèrent, selon des conditions et des idées propres, mais stimulées par le volontarisme cubain selon lequel « le devoir du révolutionnaire est de faire la révolution » et avec la participation de beaucoup de militants entraînés sur l'île caraïbe.

Cet entraînement « était celui de la guérilla rurale », a affirmé Efraín Martínez Platero, ex-dirigeant et représentant international des insurgés uruguayens, les Tupamaros, dans le livre « La revolución imposible » du journaliste Alfonso Lessa.

« On peut imaginer que pour un type entraîné à la guérilla rurale à Cuba, passer à un affrontement dans les rues et dans la ville de Montevideo, ça n'a rien à voir », a-t-il ajouté.

Ces mouvements armés furent détruits par des forces militaires et policières qui en vinrent à utiliser de façon systématique les tortures et les exécutions sommaires. Il n'y a qu'au Nicaragua que le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) réussit à triompher et à accéder au pouvoir en 1979, profitant d'une large opposition à la dictature de la famille Somoza, dont celle du patronat de ce pays.

Les Cubains eurent une présence directe dans les guérillas de presque tous les pays latino-américains entre 1960 et 1980, avec des dizaines de morts, pas seulement en Bolivie. Ils furent aussi présents en Argentine, au Chili, à Grenade, au Nicaragua, en République dominicaine et au Venezuela, selon ce que raconte Daniel Alarcón Ramírez, plus connu sous son nom de guerre « Benigno », et l'un des cinq survivants du groupe de Guevara en Bolivie.

Benigno, un combattant du soulèvement commencé dans la Sierra Maestra et entraîneur pendant des années de guérilleros de plusieurs pays, a rompu avec le régime cubain en 1995. Il s'est exilé en France et a écrit le livre « Vie et mort de la Révolution cubaine », dans lequel il a lancé de graves accusations contre Fidel Castro, comme celle d'avoir envoyé le Che mourir en Bolivie.

En Afrique, Benigno mentionne des Cubains morts en Algérie, en Éthiopie, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Sahara Occidental, au Sierra Leone, en Somalie, et plus spécialement en Angola et en Ouganda. Dans ces cas-ci, entre autres pays africains, il



s'agissait de soutenir les luttes contre le colonialisme européen et de consolider les premiers gouvernements de nouveaux pays indépendants.

Le cas le plus marquant fut celui de l'Angola, où des dizaines de milliers de soldats cubains (on parle de 50 000) assurèrent son indépendance en 1975, en contenant l'invasion militaire sud-africaine, et soutinrent le gouvernement du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) confronté à une guerre civile durant plus de deux décennies.

Les troupes cubaines furent toujours loyales envers le premier président angolais, Agostinho Neto, mort en 1979, et envers son successeur José Eduardo dos Santos. En 1977, elles furent décisives pour faire échouer un coup d'État que tenta de mener à bien un groupe dissident du MPLA, sans doute soutenu par les Soviétiques. C'était l'époque de la Guerre froide.

Dans cet incident, La Havane et Moscou étaient dans des camps opposés, malgré la dépendance cubaine du soutien économique soviétique qui dura jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique, en 1991.

Un des mystères du régime cubain fut l'exécution, en 1989, du général Arnaldo Ochoa, un autre héros de la Sierra Maestra, qui dirigeait la mission en Angola. Accusé de trafic de drogue, il fut rapidement jugé et fusillé.

Mais ses activités illégales avaient pour but d'obtenir les devises dont Cuba avait besoin, accomplissant des tâches connues et autorisées par le gouvernement et le Parti communiste de Cuba, selon Benigno, qui attribue dans son livre l'exécution sommaire à la nécessité de neutraliser des autorités états-uniennes qui s'apprêtaient à dénoncer le commerce cubain de drogues.

Son orientation nettement anti-impérialiste a amené Cuba à se rapprocher aussi de plusieurs gouvernements militaires nationalistes, mais étrangers au socialisme et installés par des coups



d'État, comme celui d'Omar Torrijos au Panama (1968-1981), et celui du général Juan Velasco Alvarado au Pérou (1968-1975).

Les élans militaires passés depuis longtemps, Cuba a rompu dernièrement l'isolement que les États-Unis lui ont imposé avec le blocus économique et l'exclusion du système interaméricain - qui durent déjà depuis plus de 40 ans -, grâce à l'étroite collaboration de gouvernements opposés à Washington, comme ceux de la Bolivie et du Venezuela, et le rapprochement avec d'autres, plus modérés, comme ceux de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay.

Le pétrole vénézuélien représente un grand soutien pour l'économie cubaine, qui a substitué ses militaires par des milliers de médecins comme protagonistes de son action « internationaliste » et économique. On parle de 20 000 médecins au Venezuela, et Castro a offert à l'Organisation des Nations unies d'en envoyer environ 4 000 en Afrique pour combattre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida).

- Mario Osava a été publié originellement par le RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (<http://risal.collectifs.net>).

**Page blanche pcq = fin des textes
à moins que tu veuilles en rajouter un
autre court max 1000 mots!**

Les contributeurs

GILBERT ACHCAR enseigne à l'Université de Paris et a publié «Le choc des civilisations» (2003)

SOULEY ADJI enseigne à l'Université de Niamey et collabore au groupe Alternative-Niger.

RUDOLF BKOUCHE milite avec l'Union juive française pour la paix

CARINE CLÉMENT est une chercheuse basée à Moscou associée au Forum social de Russie.

JANETTE HABEL est Maître de conférences à l'université de Marne-la-Vallée

MOUHAMADOU TIDIANE KASSE coordonne Flamme d'Afrique

SALIM LAMRANI écrit pour le Réseau d'information sur l'Amérique latine (RISAL)

JACQUES LÉVESQUE est directeur de recherches au Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'Université du Québec à Montréal

YAGIL LEVY enseigne à l'Université Ben-Gurion et collabore avec le Alternative Information Center de Jérusalem.

GUSTAVE MASSIAH est le président d'Alternatives International et préside également la coordination des ONG françaises, le CRID.

CATHERINE SAMARY, économiste, est membre du Comité international de la IVE Internationale.

MARISTELLA SVAMPA écrit dans la revue Pueblos www.revistapueblos.org à Buenos Aires

MARIO OSAVA écrit pour le d'information et de solidarité avec l'Amérique latine

MICHEL WARSCHAWSKI est président d'Alternative Information Center (AIC) en Israël, journaliste et écrivain.

PLATEFORME PROVISOIRE

Pourquoi « Alternatives international » ?

Samedi 15 janvier 2005 par Alternatives international

Nous vivons une période de grands bouleversements. Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand « compétiteur » qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. Cet impérialisme « ancienne manière » s'impose sans foi ni loi devant le reste du monde dans un rythme accéléré par les événements du 11 septembre.

De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme, passe des résistances à la mise en avant d'alternatives. Un autre monde est possible renoue avec une volonté d'émancipation conte un système fondé sur l'exploitation, le sexisme, le racisme et la violence. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles « valeurs » d'un mouvement social qui cherche à s'affirmer un acteur incontournable, à la fois face aux États qui essaient de le mâter, et pour les mouvements politiques de gauche qui cherchent à s'en inspirer.

Bref, les contradictions d'aiguisent et nous devons être capables de penser en même temps la radicalisation de

la droite et les immenses mobilisations qui émergent des mouvements sociaux de Seattle à Québec en passant par Gênes, Buenos Aires et Johannesburg. Pour le moment, ce mouvement n'a pas de centralité et ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Comme le signalent les mouvements sociaux réunis à l'occasion du Forum social mondial, « notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrants, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples ».

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau « Alternatives – international », qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.



POINTS DE REPÈRE

MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
C.P. 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>